

Economie Gabon +

Le Mensuel des dirigeants et leaders d'opinion



Mardi 5
décembre 2017
de 08h30 à 16h30
Hôtel Hibiscus Louis

**Journée portes ouvertes
SAGE 100 CONNECT V2
& SYSCOHADA REVISE**

Inscription : (+241) 01 45 19 50
Email : saasgabon@saasgabon.com

MENSUEL GRATUIT, NE PEUT ÊTRE VENDU

L'ESSENTIEL

VIE ECONOMIQUE

Malgré une conjoncture difficile, la SEEG a investi 24.3 milliards de F CFA en 2016



Lire p.4

Tractafric Equipment constate une progression de ses ventes en 2017 alors que le marché est en régression



Lire p.6

DEVELOPPEMENT DURABLE

Un des objectifs de la COP 23 : Préserver les forêts d'Afrique centrale



Lire p.18

TIC

Canalbox de GVA Gabon, c'est 50 Mbps Une puissance INTERNET vérifiable



Lire p.20

DOSSIER

BANQUES, ASSURANCES & ARTISANAT

BANQUES : PROSPECTIVES DYNAMIQUES...



ORABANK : Nous poursuivons nos efforts pour améliorer nos indicateurs

ASCOMA : Malgré le contexte économique difficile, nous continuons notre développement

Valorisation de l'artisanat Gabonais

Lire pages 10-17

Dans notre prochain numéro

DEVELOPPEMENT DURABLE RSE/HSE

N°62
FEV
2018



Jusqu'au 31 Décembre 2017 FAITES LA FÊTE AVEC SUZUKI !



Alto
6.000.000 Fcfa TTC
~~7.563.559 Fcfa TTC~~ *

Ciaz
A partir de...
11.900.000 Fcfa TTC
~~13.614.407 Fcfa TTC~~ *

Jimny
A partir de...
11.900.000 Fcfa TTC
~~15.026.271 Fcfa TTC~~ *

Swift
9.900.000 Fcfa TTC
~~11.597.458 Fcfa TTC~~ *

Ertiga
12.000.000 Fcfa TTC
~~14.017.797 Fcfa TTC~~ *

Baleno
10.900.000 Fcfa TTC
~~12.000.847 Fcfa TTC~~ *

New Vitara
A partir de...
13.900.000 Fcfa TTC
~~15.026.271 Fcfa TTC~~ *



Toute
une gamme
à
partir de

6.000.000 Fcfa TTC **

Nos véhicules SUZUKI sont garantis 2 ans ou 50.000 kilomètres, le premier terme atteint.

cfao



Libreville:
Tél.: (+241) 05 18 25 87 / 05 18 24 87 B.P.: 2181 Z.I. Oloumi, Libreville
Email: cfautomotorsgabon@cfao.com - Site web: www.suzuki.cfaomotors-gabon.com

Port-Genti:
Tél.: (+241) 05 18 24 25 / 05 93 86 11
B.P.: 344



Way of Life!

Photos non contractuelles - (**) Offre sans conditions, remise accordée sur (*) tarifs en vigueur.

Sommaire N°61

VIE ECONOMIQUE

4-9

Création du groupe ACD pour être plus efficace et plus compétitif

P.7

Rougier : 2018 sera la nouvelle ère de l'exploitation forestière

P.8

Gabon Telecom, pour le Haut Débit, a engagé 75 milliards de F CFA ces trois dernières années

P.9

DOSSIER

10-17

BANQUES : PROSPECTIVES DYNAMIQUES...



TIC

20

Le Gabon, dans le Top 15 de l'Indice de développement des TIC en 2017.

P.20

SAAS & SAGE

P.20

SOCIAL & SOLIDAIRE

21

Boxing club la Mano King Full omnisports

P.21

Édito

Ne cédon pas à la perplexité et avançons

Par Anne Marie Jobin

En cette fin d'année 2017, nous pouvons saluer l'engagement de certaines structures implantées au Gabon depuis plusieurs années et ce, malgré l'évidente timidité de la reprise économique annoncée. Il n'est pas de rigueur de céder à la perplexité. Le prix du baril est à la hausse, l'exploitation forestière aussi, la zone d'NKOK compte de plus en plus d'industries, le nouveau port vient d'être inauguré, des salles de cinéma vont ouvrir, l'artisanat se développe, les taux du crédit bancaire, bien que toujours trop élevés, sont constants, des stratégies se mettent en place pour promouvoir certaines filières trop longtemps laissées de côté, le Gabon est un des leaders africains dans le domaine des TIC... Ces exemples sont la preuve d'une volonté de relancer l'économie gabonaise. Faire face aux difficultés inéluctablement imposées n'est aisé pour personne. S'astreindre à continuer d'investir dépend d'une logique et d'une analyse du futur obtenue en observant le cours de l'évolution du monde des affaires. Cette politique est l'essence même du volontarisme et les institutions internationales telles que la BAD, le FMI... inspirent les investisseurs en empruntant cette voie.

Au regard de ce panorama, *Economie Gabon* + vous souhaite une excellente fin d'année 2017 et vous présente ces meilleurs vœux de prospérité pour 2018.

Nous restons à vos côtés et continuerons à vous transmettre les informations qui traduisent le paysage économique du pays.

Au regard de ce panorama, *Economie Gabon* + vous souhaite une excellente fin d'année 2017 et vous présente ses meilleurs vœux de prospérité pour 2018.

Nous restons à vos côtés et nous continuerons à vous transmettre les informations qui traduisent le paysage économique du pays grâce à nos différents supports : site web en cours de développement, newsletter hebdomadaire envoyée à + de 15.000 adhérents, notre page face book et notre compte twitter très actifs ... Pour rappel, *Economie Gabon* + est l'unique journal gabonais gratuit tiré et distribué à 10.000 exemplaires, lu chaque mois par 25.000 lecteurs. Nous nous inscrivons dans un paysage apolitique, nous sommes indépendants et libres. *Economie Gabon* + cible les dirigeants d'entreprises et leaders d'opinion, il informe au travers de différentes rubriques, il développe un thème précis chaque mois : développement durable, RSE / HSE, marché de l'automobile, économie numérique, agriculture, pétrole gaz et mines, transport logistique et tourisme, BTP et habitat, éducation et formation, banques & assurances ...

Directeur de la publication

Philippe Chandezon
pchandezon@gmail.com
Cel. : +241 05 31 70 00

Comité de rédaction

Anne-Marie JOBIN
laredaction@economie-gabon.com

Correspondant Royaume-Uni
Blanche MATCHANGA

Correcteur / Rewriter : Rodrigue NDONG
contact@economie-gabon.com

Responsable Multimédia

Tél. : +241 01 44 11 62
contact@economie-gabon.com

Responsable Réseau de distribution

Jocelyne DOKASSE – Tél. : +241 01 44 11 62
servicecommercial@economie-gabon.com
Port-Gentil : Louis Georges AGONDJO

Rédacteur en chef éditorial

Anne Marie -Jobin Tél. : +241 05 30 18 80
laredaction@economie-gabon.com

Stratégie & Développement

Anne-Marie JOBIN : +241 05 30 18 80
annemarie.jobin@economie-gabon.com

Publicité & Marketing :

241 01 44 11 62
servicecommercial@economie-gabon.com

Impression : Multipress

Tirage : 10 000 exemplaires

Informations Légales

MOBILITY MEDIA AFRICA Société éditrice
de : Economie Gabon+
Sarl au capital de 85.000.000 FCFA - RCM
N°2010B09428
Numéro statistique : 771 619 H
Récépissé de déclaration de constitution d'un
organe de presse N°0165/MCPEN/SG/DCOM
du 3 juin 2010

Siège social

Immeuble BICP, BP 4562 Libreville-Gabon
Tél. +241 01 44 11 62

Site Internet : www.economie-gabon.com

Facebook : facebook.com/economiegabon.plus

Twitter : twitter.com/EconomieGabon



www.economie-gabon.com

Flashez ce code avec
votre smartphone



Magazines en PDF
retrouvez tous
nos magazines en
version numérique
format PDF

ENTRETIEN AVEC ANTOINE BOO, DIRECTEUR GÉNÉRAL SEEG

Malgré une conjoncture difficile, la SEEG a investi 24.3 milliards de F CFA en 2016

Dans un pays confronté à l'explosion de son urbanisation, notre ambition demeure à jamais de servir les populations dans leur vie quotidienne.

La Rédaction

ECONOMIE GABON+ : Sous quelle forme l'État a-t-il remboursé une partie de la dette ? Ce fait change-t-il vos perspectives et quelles sont-elles ?

L'État gabonais a réglé pour un montant de 30 milliards de F CFA une partie de sa dette vis-à-vis de la SEEG, à la faveur d'une convention signée le 23 octobre dernier à Libreville. Le paiement de ces 30 milliards à la SEEG a été fait selon le mécanisme de compensation qui, dans le cas d'espèce, implique que l'État renonce à percevoir l'argent dû par la SEEG dans le cadre des taxes auxquelles elle est soumise vis-à-vis des administrations publiques telles que la Direction Générale des Impôts. L'accord prévoit le paiement de cette somme à partir de novembre 2017, sur une échéance de 30 mois. Nous ne pouvons que nous réjouir de cet accord permettant de garantir la pérennité des emplois et d'ouvrir la porte à une deuxième étape avec la reprise des investissements dès que les paiements réguliers de l'État reprendront.

ECONOMIE GABON+ : Nous sommes en 2017 et le choc pétrolier n'a pas fini d'entamer les grands espoirs des entreprises gabonaises à contribuer au développement du Gabon. Quels enseignements tirez-vous de l'exercice précédent ?

Il est vrai que 2016 a été une année particulièrement difficile sur le plan économique. En effet, malgré un environnement difficile et en dépit d'une trésorerie affectée par le non-paiement des factures de l'État, des entreprises et des particuliers, la SEEG a réalisé 24,3 milliards d'investissements dont 22 milliards dans le domaine concédé. D'importants efforts ont été consacrés à l'amélioration de la performance de nos ouvrages par la réhabilitation et le renforcement des centres d'exploitations aussi bien dans l'Estuaire que dans les autres exploitations régionales, notamment celles du Moyen-Ogooué, de la Ngounié, de la Nyanga, de l'Ogooué-Ivindo et du Woleu-Ntem.

Il y a lieu de citer également les travaux sur les usines Kingué et Tchimbélé, la mise aux normes SEEG des nouvelles centrales thermiques et réseaux basse tension des centres isolés de l'intérieur, la réhabilitation des bâtiments et logements du domaine concédé, les extensions de réseaux d'eau dans le nord de Libreville et à Owendo, le renforcement des postes en contraintes, la création des lignes reliant l'usine de Poubara 2 à celle du Grand Poubara, le site d'Owendo à celui de Nkok et celui de Ntoun à Bisségoué, la construction de stations de traitement d'eau en province.

Sur le plan contractuel, l'année 2016 aura également constitué une année stratégique et de réflexion sur la vision pour la SEEG de demain et le lancement du projet transformation de la SEEG. De même, par l'intermédiaire de l'avenant numéro 7 au contrat et du protocole de négociation avec l'Autorité, elle aura permis de jeter les bases de l'aménagement et de la prorogation du contrat de concession existant vers l'affermage.

ECONOMIE GABON+ : Quel bilan faites-vous des activités principales de production et de distribution de l'électricité et de l'eau à la SEEG ?

L'exercice 2017 n'étant pas clos, sachez que dans le domaine de l'énergie, la production nette d'élec-

«À terme, nous avons l'ambition d'une mise en conformité de l'ensemble de nos activités aux standards internationaux»

tricité et les achats sont en nette augmentation de 3,8% pour atteindre 2 329 GWh contre 2 244 GWh en 2015. Par contre, avec 821 GWh en 2016 contre 918 GWh en 2015, la production hydraulique a diminué de 10% du fait de la faible pluviométrie. Ainsi, la part de l'hydraulique dans le mix de production a baissé pour se situer à 35,3% de la production totale contre 40,9 % en 2015. La place de l'agglomération de Libreville reste prépondérante et identique à 2015, avec 67,9% de la production nette globale SEEG (1581,5 GWh). À l'inverse, la production thermique propre à la SEEG sur le réseau de la capitale augmente de 29,2%, avec des achats externes en provenance d'Alénakiri atteignant 335,6 GWh en 2016, soit une légère augmentation de 0,5%.

Le gazole ne représente plus que 0,3% de la production nette du RIC de Libreville contre 1,3% en 2015. La pointe de puissance appelée sur le RIC de Libreville enregistre une progression de 4,1%. Elle atteint une valeur de 253,3 MW en 2016 contre 243,3 MW en 2015. La production nette de Port-Gentil s'établit à 309,6 GWh en 2016 soit une augmentation de 3,2%. Celle de Franceville reste en quasi-totalité d'origine hydroélectrique. Elle augmente de 2,4% pour atteindre 260,9 GWh.

La sollicitation du Grand Poubara a continué à décroître en 2016 (-13,7% des achats 2015). Sur les autres centres d'exploitation, la production nette s'est établie à 178,0 GWh, en progression de +3,4%. La part de la production thermique pour ces autres centres est de 88,5% contre 87,7% en 2015. Dans le domaine de l'eau, la production d'eau potable a progressé de 6,9 % pour atteindre 116,1 Mm3 sur l'ensemble du périmètre de la concession. Cette augmentation a été rendue possible par la mise en service en janvier 2016 de l'usine SEEG de production d'eau CIMGABON de Ntoun, d'une capacité de 16 000 m3/j.

La production d'eau traitée de Port-Gentil s'établit à 9,5 Mm3, soit une augmentation de 9,4% suite à l'extension du système de filtration. La production eau traitée de Franceville est en hausse de 1,2% pour atteindre 4,92 Mm3. Sur les autres exploitations, la production d'eau traitée s'établit à 18,5 Mm3, en augmentation de 5,8%, suite au doublement de la station de Lastourville (2x50 m3/h) et à la mise en service en 2014 de la nouvelle station de Koulamoutou, d'une capacité de 200 m3/h. À terme, nous avons l'ambition d'une mise en conformité de l'ensemble de nos activités aux standards internationaux

ECONOMIE GABON + : Considérez-vous que la SEEG répond aux besoins de ses clients et aux normes internationales des services et de qualité d'eau et d'électricité ? Quel est le type de partenariat dont vous avez besoin aujourd'hui pour relever les défis ?

La SEEG a été certifiée ISO 9001 : 2008 dans le domaine de la Production et Distribution d'eau

potable (PDO) en 2016. Le Bureau Veritas vient de reconduire cette certification selon la nouvelle version 2015 de la norme. Cette reconduction de notre certification ISO 9001 : 2015 constitue une réelle reconnaissance du savoir-faire, de l'expertise et de la détermination de la SEEG à satisfaire aux exigences propres à son domaine d'activité. Elle offre à nos clients, la garantie d'un processus de production et de distribution maîtrisé et l'assurance d'un investissement total de l'entreprise pour garantir une eau potable de qualité pour ses consommateurs. Ce certificat témoigne également des récentes évolutions que la SEEG a engagées pour s'adapter, gagner en performance, en efficacité et en efficience pour la satisfaction des clients.

À terme, nous avons l'ambition d'une mise en conformité de l'ensemble de nos activités aux standards internationaux. En ce qui concerne notre partenariat avec l'État, sachez que la République gabonaise a exprimé sa volonté de réorganisation du secteur, avec la montée en puissance d'une Société de Patrimoine en charge des gros investissements et d'un opérateur - la SEEG - recentré sur un rôle de « Fermier », en charge des petites extensions, des branchements neufs et de la remise à niveau des branchements existants. Il s'agissait donc d'opérer une transition du contrat de concession existant vers l'affermage, c'est-à-dire une redistribution des rôles dans les investissements à travers un projet novateur. Avec cette nouvelle répartition des rôles, la SEEG aura aussi pour objectif de renforcer et moderniser le service aux clients. Nous avons donc transmis aux autorités notre proposition pour l'après 2017 conformément aux souhaits de l'État. Une proposition basée sur 3 grands axes, à savoir : un service plus accessible, une contribution au développement des infrastructures, et une qualité de service client accrue, avec de nouveaux services plus digitaux.

LA FORMATION PROFESSIONNELLE EST UNE COMPOSANTE ESSENTIELLE DE LA STRATÉGIE DE LA SEEG

ECONOMIE GABON + : La qualité d'un produit et d'un service sont également le fruit d'une bonne formation du personnel. Que devient le Centre des Métiers Jean Violas d'Owendo ? Quelle est aujourd'hui la politique de formation de la SEEG ? Existe-t-il à ce jour, une formation continue pour les employés de la SEEG toutes catégories confondues ?

La formation est une composante essentielle de la stratégie de la SEEG en raison de l'évolution rapide des techniques, des métiers et de la mise en place de solutions innovantes au plus près des besoins de nos clients. L'entreprise met à la disposition de ses collaborateurs un large éventail de formations, en adéquation avec leurs projets, pour développer et valoriser leurs compétences tout au long de leur parcours professionnel. Le Centre des Métiers Jean Violas est un outil de formation qui permet à la SEEG de satisfaire ses besoins en personnel qualifié dans ses métiers de base et remplir les exigences de la mission de gestionnaire du service public qui lui est confiée par l'État gabonais. La SEEG s'attache à attirer, former et fidéliser les meilleurs profils, à tous les niveaux de qualification et dans tous les bassins d'emplois où elle est présente.

Le Centre des Métiers s'assure également que ses alternants et stagiaires reçoivent les connaissances et compétences nécessaires pour qu'ils puissent faire preuve d'autonomie, d'esprit d'initiative et délivrent des services performants. Ce mode d'acquisition de compétences à la fois moderne et universel alterne des temps de formation en entreprise avec des cours théoriques et s'appuie en bonne



Antoine Boo, Directeur Général SEEG

partie sur la fonction tutorale. Ce sont non seulement des professionnels des métiers qui dispensent l'enseignement académique, mais également des tuteurs, spécifiquement formés à cette mission, qui accompagnent les futurs diplômés. En 2016, nous nous sommes associés au ministère de la Formation Professionnelle et de l'Insertion des Jeunes et à l'Académie de Paris pour accompagner les lycéens sans qualification dans leur insertion professionnelle. L'objectif est de dynamiser notre Centre des Métiers et de contribuer à former la jeunesse de demain aux métiers de l'eau et de l'électricité.

Les formations continues couvrent 80,1% des métiers de la SEEG. Les formations initiales proposées par le CDM sont au nombre de 10. Parmi elles, 3 parcours sont des formations en alternance dans 3 filières relatives à nos métiers de base, accréditées par le Ministre du Travail, l'Emploi, de la Formation technique et professionnelle, et de l'Insertion des jeunes et l'Académie de Paris. Il s'agit des filières de chargé de clientèle, électricien de réseaux et plombier de réseaux.

AGIR DE FAÇON RESPONSABLE ET SOUTENIR NOTRE PERFORMANCE GLOBALE EN TERMES DE RSE EST UN DEVOIR

ECONOMIE GABON+ : Existe-t-il un Label RSE SEEG ? Si oui quels sont les objectifs visés par ce label ? Comment menez-vous les activités de la RSE au sein de la SEEG ? Comment suscitez-vous l'esprit d'entreprise, la culture d'entreprise ?

Agir de façon responsable et soutenir notre performance globale en termes de RSE est un devoir d'un point de vue éthique et un gage de pérennité pour notre entreprise. De façon spécifique, notre démarche RSE vise à améliorer l'image de la SEEG par une bonne performance globale et la citoyenneté d'entreprise. Nous travaillons ainsi au quotidien afin d'élaborer des stratégies améliorant l'accessibilité au "service universel" de l'eau potable et de l'électricité, en accompagnant les autorités du pays dans la mise en œuvre d'une politique sociale volontariste vers les couches sociales défavorisées. Il s'agit ici de renforcer l'éthique et la responsabilité dans la pratique des affaires et à contribuer en tant qu'entreprise citoyenne au développement durable, à la santé et au bien-être des populations et de nos salariés.

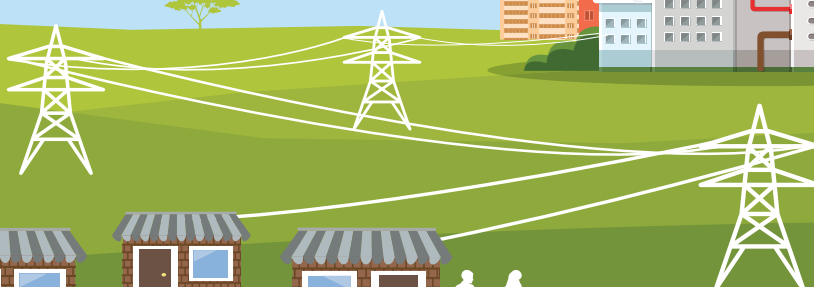
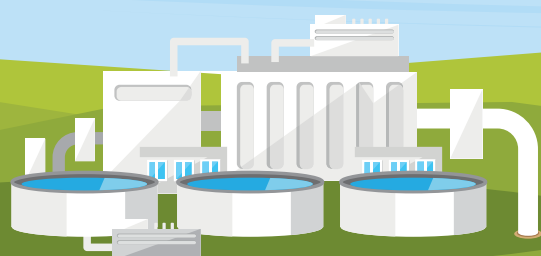
Notre ambition est de construire de nouveaux modèles de relations et de création de valeurs avec nos parties prenantes, et de développer une culture RSE comme culture d'entreprise et d'intégrer ces principes dans l'ensemble de nos activités afin de poursuivre la démarche engagée en vue de la labellisation RSE selon la norme ISO 26 000. La RSE a été formalisée depuis le 17 mars 2015, sous l'égide d'une Direction de la Responsabilité Sociétale et depuis peu d'une Direction de la Communication et de la Responsabilité Sociétale ■



LA SEEG, AU SERVICE DES GABONAIS

Renforcement des infrastructures pour améliorer l'accès à l'eau et à l'électricité

366 milliards de FCFA investis par la SEEG depuis 1997



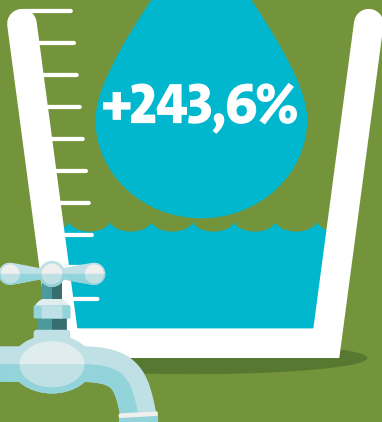
Eau

De
51 057
abonnés



à
175 421
abonnés

+243,6%



**AUGMENTATION
DU NOMBRE
D'ABONNÉS
EN 20 ANS**

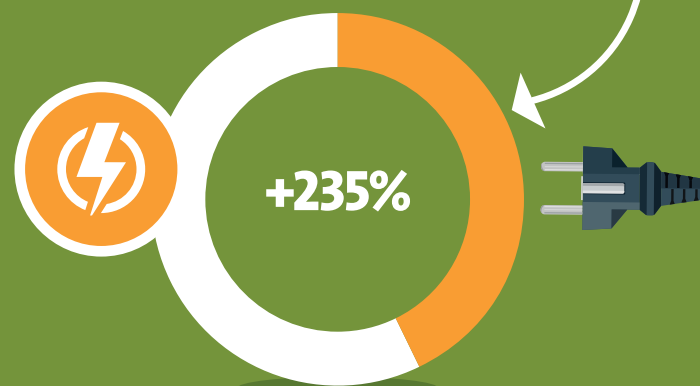
Electricité

De
94 365
abonnés



à
316 168
abonnés

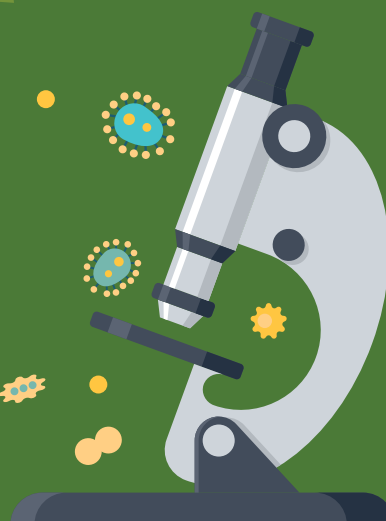
+235%



Plus de
5 000
fuites
réparées
par an



**Qualité de l'eau
potable suivie en
continu à travers
le pays avec plus de
320 000
analyses**
bacteriologiques
et physico-chimiques par an



400 000

appels traités par le
service clients par an



ENTRETIEN AVEC MONSIEUR PHILIPPE FIEVEZ, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE TRACTAFRIC EQUIPMENTS

Tractafric Equipment constate une progression de ses ventes en 2017 alors que le marché est en régression

Tractafric Equipment, filiale du groupe Optorg, est présent dans 10 pays d'Afrique Équatoriale et représente la marque CATERPILLAR. En 2016 le groupe a développé 373 millions d'euros de chiffre d'affaires soit 568.634.834.295 F CFA. Qu'en est-il de sa filiale implantée au Gabon depuis 1932 ? Son Directeur Général, Monsieur Philippe FIEVEZ accepte de répondre à quelques questions.

Par Anne Marie Jobin

ECONOMIE GABON+ : Monsieur FIEVEZ, quel prébilan dressez vous de l'année 2017 ?

À deux mois de la fin de l'année, nous pouvons déjà dire qu'il s'agit d'un bon cru puisque nous sommes en progression par rapport à l'an dernier, surtout si l'on prend en considération que le marché est plutôt en régression.

ECONOMIE GABON+ : Quelle fut la dernière commande la plus importante ?

Ce sont sans aucun doute les 350 machines, des bulldozers et des pelles, livrées au groupe OLAM dans le cadre de son projet GRAINE. Le contrat fut signé en août 2015 et les matériels sont arrivés au Gabon par vagues tout au long de l'année 2016.

2012, LE MARCHÉ GABONAIS REPRÉSENTAIT 425 MACHINES. 2016, LE MARCHÉ EST RÉDUIT À 110 MACHINES

ECONOMIE GABON+ : Pour Tractafric, quel a été l'impact de la crise économique ?

Permettez-moi de revenir quelques années en arrière. En 2012 le marché gabonais représentait 425 machines et ce n'était pas une année exceptionnelle. En 2016 le marché était réduit à 110 machines et nous devrions stabiliser ce chiffre en 2017, ce qui est une performance. Vous le comprenez, la chute du marché démontre l'importance de la crise que nous traversons et combien elle touche notre industrie. C'est la raison pour laquelle nous avons été contraints de réorganiser les services.

ECONOMIE GABON+ : Quels sont les marchés sur lesquels vous portez une attention particulière et pourquoi ? Pétroliers ? Mines ? Forestiers ?

Pour répondre précisément à votre question, il est important de noter que CATERPILLAR vend deux gammes

«La stabilisation du prix du baril plutôt à la hausse nous laisse présager une reprise du marché».

de produits très différents : des machines et des groupes électrogènes. Au Gabon, en termes d'industrie, il y a le BTP, la mine, le bois, le pétrole et l'énergie. Depuis 2012, le marché du BTP se réduit chaque année, ce qui correspond à une baisse drastique des travaux d'infrastructures du pays, notamment du réseau routier, entraînant par voie de conséquence une importante chute de la commercialisation des machines des travaux routiers.

Concernant les groupes électrogènes, les ventes sont principalement réalisées d'une part avec SEEG, un client important avec qui nous avons établi une relation de confiance, et d'autre part avec le secteur pétrolier. Ce secteur est entièrement recomposé : SHELL a été vendu, MAUREL & PROM a changé de propriétaire, TOTAL a cédé une partie de ses actifs à PERENCO. Cette restructuration de l'industrie pétrolière et la stabilisation du prix du baril plutôt à la hausse nous laissent présager une reprise du marché. Nous concernant, ce constat

nous amène à prévoir une série de travaux de maintenance sur les groupes électrogènes des opérateurs pétroliers. Par ailleurs, les deux opérateurs exploitant le manganèse, COMILOG et NOUVEL GABON MINING, ont des projets de développement très importants.

ECONOMIE GABON+ : Le nouvel aéroport dont on parle tant fait l'objet de bien des convoitises. Les appels d'offres sont-ils lancés ?

Nous sommes à l'écoute bien entendu. Le financement de cet ouvrage est basé sur des fonds publics/privés. Oui un appel d'offre a été lancé et oui nous y avons répondu.

ECONOMIE GABON+ : Quelle est la masse salariale d'une société comme la vôtre ? Comment est-elle répartie ?

Tractafric Equipment emploie 200 personnes ce qui correspondrait pour une société française à l'emploi de 8.000 personnes au regard du nombre d'habitants respectifs (environ 40 fois plus). Donc nous sommes une des grandes entreprises du tissu économique gabonais. Notre personnel est réparti sur les 3 endroits où nous opérons : Libreville, Port Gentil et Moanda. C'est une volonté définie pour être au plus près de nos clients. Par ailleurs nous avons un service de techniciens itinérants basé à Libreville.

NOUS PRATIQUONS LE E-LEARNING AVEC NOS OPÉRATEURS

ECONOMIE GABON+ : Comment formez vous votre personnel ?

Nous avons signé une charte avec l'ONE. Nous accueillons en permanence des stagiaires susceptibles de s'intégrer dans des domaines différents, que ce soit dans l'administration ou dans les ateliers. Notre objectif premier est de faire en sorte que ces jeunes acquièrent des compétences qui leur permettent d'améliorer leur employabilité. Concernant les techniciens, c'est une formation de tous les jours due au simple fait que nos machines sont de plus en plus équipées d'électronique. Nous pratiquons le E-learning avec nos opérateurs. Ils ont

des leçons suivies de tests et lorsque les résultats ne sont pas satisfaisants, ils recommencent. Nous avons également un centre régional de formation à Casablanca et un autre à Douala.

ECONOMIE GABON+ : Quelle est votre politique relative à la HSE ? (Santé Sécurité Environnement)

Nous répondons à des règles QHSE. Nous sommes une entreprise citoyenne ayant pour objectif de préserver cette terre gabonaise, comparativement encore peu marquée par l'empreinte humaine.

L'INCERTITUDE ÉCONOMIQUE NE FAVORISE PAS LE DÉVELOPPEMENT DES AFFAIRES

ECONOMIE GABON+ : Quelles sont vos perspectives à court et moyen termes ?

Nous venons de finir notre budget prévisionnel pour 2018. Comme pour 2017, nous manquons cruellement de visibilité. C'est un problème que rencontrent également nos clients potentiels qui souvent et dans le doute, préfèrent reporter leurs commandes. Ces incertitudes économiques nous obligent à définir des probabilités. L'incertitude économique ne favorise pas le développement des affaires ■



Philippe FIEVEZ, Directeur Général Tractafric et une partie de son équipe

Interview de Monsieur Hassan KAWTHARANY,
Directeur Général du Groupe ACD

Création du groupe ACD pour être plus efficace et plus compétitif

L'origine de ce Groupe est à l'initiative de deux frères, Messieurs Aboukhdoud Mohamed et Boukhdoud Ali. C'est à Franceville qu'ils ont créé leur premier magasin « MATERIAUX DE MASUKU ». L'un des deux frères est venu à Libreville en 1996 pour monter « NOUR CERAMIQUE », puis en 2000, ils ont créé ensemble « SIMATRAB » devenu Bricorama Gabon en 2004. Avec la création de SGI en 2011 et le rachat de la société Chimie Gabon en 2015, le Groupe ACD (AFRICA CONSTRUCTION DEVELOPMENT) a pu être formé en septembre 2016.

Par Anne Marie Jobin



Hassan KAWTHARANY, Directeur Général du groupe ACD

ECONOMIE GABON+ : Le Groupe ACD est composé de combien de Sociétés ?

Monsieur Kawtharany, DG du groupe ACD : Cinq sociétés composent le Groupe ACD. Il s'agit de Bricorama, Chimie Gabon, SGI (Société Gabonaise Industrie), SCI Bel Espace et ACD Immobilier. Bricorama est la maison mère du Groupe puisqu'elle rayonne au Gabon depuis près de 13 ans.

ECONOMIE GABON+ : ACD, est-ce un groupement, une holding, comment fonctionnez-vous ?

C'est une holding qui détient les parts des cinq sociétés citées ci-dessus. Trois secteurs d'activité y sont regroupés à savoir la distribution, l'industrie et le BTP/immobilier. Les cinq sociétés travaillent donc en complémentarité même si chacune a son domaine de compétence. Les économies générées par ce regroupement nous amènent à proposer des produits et des services dont le rapport qualité/prix est indiscutable.

ECONOMIE GABON+ : Le Groupe a-t-il l'intention de s'agrandir davantage ?

Nous sommes à l'écoute de toutes les opportunités. Pour le moment, nous freinons nos investissements au regard de la conjoncture économique particulièrement difficile.

ECONOMIE GABON+ : Quelles sont les obligations de chacune des entités vis-à-vis du Groupe ?

Chaque société est dirigée par un Directeur Général indépendant qui se doit de rendre des comptes hebdomadaires vis-à-vis du Groupe. La communication interne est omni présente afin que les informations entre les cinq sociétés et la direction de la holding circulent.

CHAQUE SOCIÉTÉ DU GROUPE FAIT VALOIR SON DOMAINE DE COMPÉTENCES

ECONOMIE GABON+ : Combien d'immeubles avez-vous construit à ce jour ?

Le Groupe ACD a construit sept immeubles à Libreville dont cinq se situent dans le quartier Batterie IV et deux autres au quartier Tahiti, non loin de l'aéroport. Nous avons également érigé un complexe de quarante entrepôts à Owendo. Pour ce qui est de Port-Gentil, nous y avons construit deux résidences, une de 6 villas et 6 appartements duplex et une autre de 26 studios aménagés en bureaux, notamment pour les compagnies pétrolières.

ECONOMIE GABON+ : Quelle est la masse salariale du Groupe et sa répartition ?

Le Groupe dispose actuellement d'une masse salariale totale de près de deux cent soixante personnes, dont Bricorama Gabon emploie plus de 65%, Chimie Gabon 15% et SGI 20%, auxquels il faut ajouter les tâcherons ainsi que les prestataires de services extérieurs.

ECONOMIE GABON+ : Quels sont vos engagements vis-à-vis de la RSE ? Votre politique est-elle appliquée au Groupe ou chacune des entités reste-t-elle indépendante ?

Effectivement, chaque société gère sa politique de RSE. Prenons l'exemple de Chimie Gabon. De part la norme ISO 9001, l'entreprise est conditionnée aux textes régissant cette certification. Bricorama travaille avec de grandes marques reconnues comme LG, les normes internationales de qualité sont respectées et le "Made in Gabon" est favorisé localement. Tous les produits métallurgiques, le bois et le

fer sont des matières premières gabonaises utilisées par le Groupe. Nous privilégions les achats effectués localement comme le sable, le ciment et le fer.

BRICORAMA -35% DE CHIFFRE AFFAIRES PREMIER SEMESTRE 2017

ECONOMIE GABON+ : Concernant Bricorama, depuis quand êtes-vous installés au Gabon et combien de magasins sont répartis sur le territoire ?

Monsieur Hassan AWADA, DG de Bricorama Gabon : C'est depuis août 2004 que nous avons affiché notre enseigne et à ce jour, quatre magasins sont ouverts : Oloumi, Okala, Port-Gentil et Bricorama Meuble. Notre but est de réunir en un seul point de vente une quinzaine de rayons différents de façon à ce que tout client puisse trouver l'ensemble du matériel nécessaire à la construction de son propre toit. La peinture, le carrelage, l'électroménager, l'électricité, la plomberie, le sanitaire et l'ameublement sont disponibles parmi tant d'autres. Notre base line est : "On vous accompagne jusqu'au bout".

ECONOMIE GABON+ : Quels sont les produits les plus vendus ?

Le carrelage et l'électroménager sont les plus prisés par nos clients, ce qui nous conforte dans nos choix.

ECONOMIE GABON+ : Comment êtes-vous impactés par la conjoncture et à quel niveau ? Quelles sont vos perspectives au regard de la morosité ambiante ?

Bien entendu nous sommes touchés. Notre secteur d'activité n'est pas épargné. Au niveau de Bricorama, nous notons une baisse de 35% de notre chiffre d'affaires.

faibles. Néanmoins, nous sommes conscients d'être plus forts parce qu'au travers des sociétés du Groupe, la solidarité créée nous amène à être optimiste. Ce fonctionnement nous a évité de licencier du personnel, nos perspectives et prospectives sont toujours étudiées à long terme pour nous permettre d'affronter au mieux des périodes de récession comme celle-ci ■



INTERVIEW DE OLIVIER KERGALL DIRECTEUR GÉNÉRAL DE ROUGIER GABON

2018 sera la nouvelle ère de l'exploitation forestière

Rougier Gabon est implanté depuis 1952 et développe quelques 32 milliards de F CFA de chiffre d'affaires. Rougier emploie 1500 personnes, exploite 900.000 ha de concessions forestières, sort environ 300.000 m3 de grumes/an de bois.

Par Anne Marie Jobin



ECONOMIE GABON+ : Monsieur Olivier KERGALL, DG de Rougier Gabon depuis juin 2016, ces chiffres sont-ils exacts ?

M. Oliver Kergall : Oui, mais il faut préciser que ces volumes sont réalisés dans le cadre de plans d'aménagement permettant une exploitation durable de la forêt. Rougier est une société historique au Gabon, qui produit 45.000 m³ d'avivés (des débités) dans deux usines à Franceville et à proximité de Ndjolé, et environ 24.000 m³ de contreplaqué et de placage dans son usine d'Owendo. La quasi-totalité de notre production est exportée. Rougier Gabon gère 3 industries, 2 scieries à Franceville et Mevang et une usine de contreplaqué à Owendo. Enfin, elle opère sur 5 sites d'exploitation forestière au Gabon (Haut-Ogooué, Ivindo, Haut-Abanga).

ECONOMIE GABON+ : due principalement à la chute drastique du prix du baril, la crise économique a permis de mettre en place des conditions favorables et a encouragé les exploitants forestiers à développer encore davantage ce secteur. Nous pourrions donc penser que votre secteur d'activités en sort gagnant. Est-ce exact ?

Dans le principe, oui, ce secteur est prometteur puisque les autorités gabonaises l'ont intégré au Plan Stratégique Gabon Émergent et souhaitent faire de la filière forestière une filière d'avenir venant relayer l'activité pétrolière et minière. Ce secteur génère de l'emploi, de la ressource, notamment en région, mais la mise en œuvre reste confrontée à des difficultés malgré la volonté du Chef de l'État. Nous rencontrons quatre freins importants qui ne nous permettent pas à ce jour d'évoluer aussi rapidement que nous le souhaiterions. Le premier problème reste le poids de la dette intérieure de l'État sur l'économie et la dette de TVA vis-à-vis du secteur forestier.

En effet des activités exportatrices comme la nôtre génèrent un crédit de TVA récurrent qui pénalise la compétitivité de l'activité. Structurellement, le secteur est donc générateur de créances de TVA dont le manque de visibilité en matière de remboursement obère la capacité d'investissement. La seconde problématique est liée aux coûts de la logistique au Gabon et en tout premier lieu à la disponibilité et la praticabilité des infrastructures, notamment routières.

Enfin, au titre du 4^e frein à notre développement, et c'est peut-être le plus difficile à surmonter à court terme, il faut parler du manque de cadres intermédiaires, de techniciens forestiers, d'opérateurs qualifiés tels que des mécaniciens, électromécaniciens, pompistes, conducteurs d'engins, conducteurs de scies... Nous formons les employés au fur et à mesure sur le terrain, mais le besoin est important tant en première instance qu'en formation continue.

Nous recherchons principalement des gens qui acceptent de travailler en brousse ! Evidemment, nos exploitations sont éloignées des villes, nous n'avons pas accès aux réseaux téléphoniques ou à internet sur 50% de nos sites. Cette contrainte évidente ne séduit pas particulièrement les jeunes, même si nos efforts en termes d'aménagement de nos bases-vie constituent une préoccupation permanente (en particulier écoles, dispensaires, économats et fourniture d'énergie).



Olivier Kergall, directeur général de rougier gabon

QUATRE FREINS À L'ACCÉLÉRATION DU DÉVELOPPEMENT

ECONOMIE GABON+ : Comment êtes-vous impactés par la conjoncture et à quel niveau ? Quelles sont vos perspectives au regard de la morosité ambiante ?

D'un point de vue conjoncturel, nous sommes effectivement impactés par la situation financière du pays. L'un des effets de cette dernière est la restriction du crédit bancaire ayant conduit les banques locales à

revoir à la baisse leur soutien, notamment au secteur du bois. Cela se combine avec les créances de TVA sur l'État (environ 2 milliards 500 millions pour Rougier

Gabon), et enfin plus récemment avec les grèves des services douaniers qui bloquent nos exportations et la réalisation du chiffre d'affaires. C'est vraiment regrettable parce que nous serions enclins à investir au regard du marché international, qui est globalement favorable, et d'un marché intérieur en développement, avec la montée en puissance de la zone de Nkok. Le financement de notre développement reste donc une préoccupation importante. Toutefois les récents accords signés avec les autorités financières internationales permettent d'envisager l'avenir sous de meilleurs auspices.

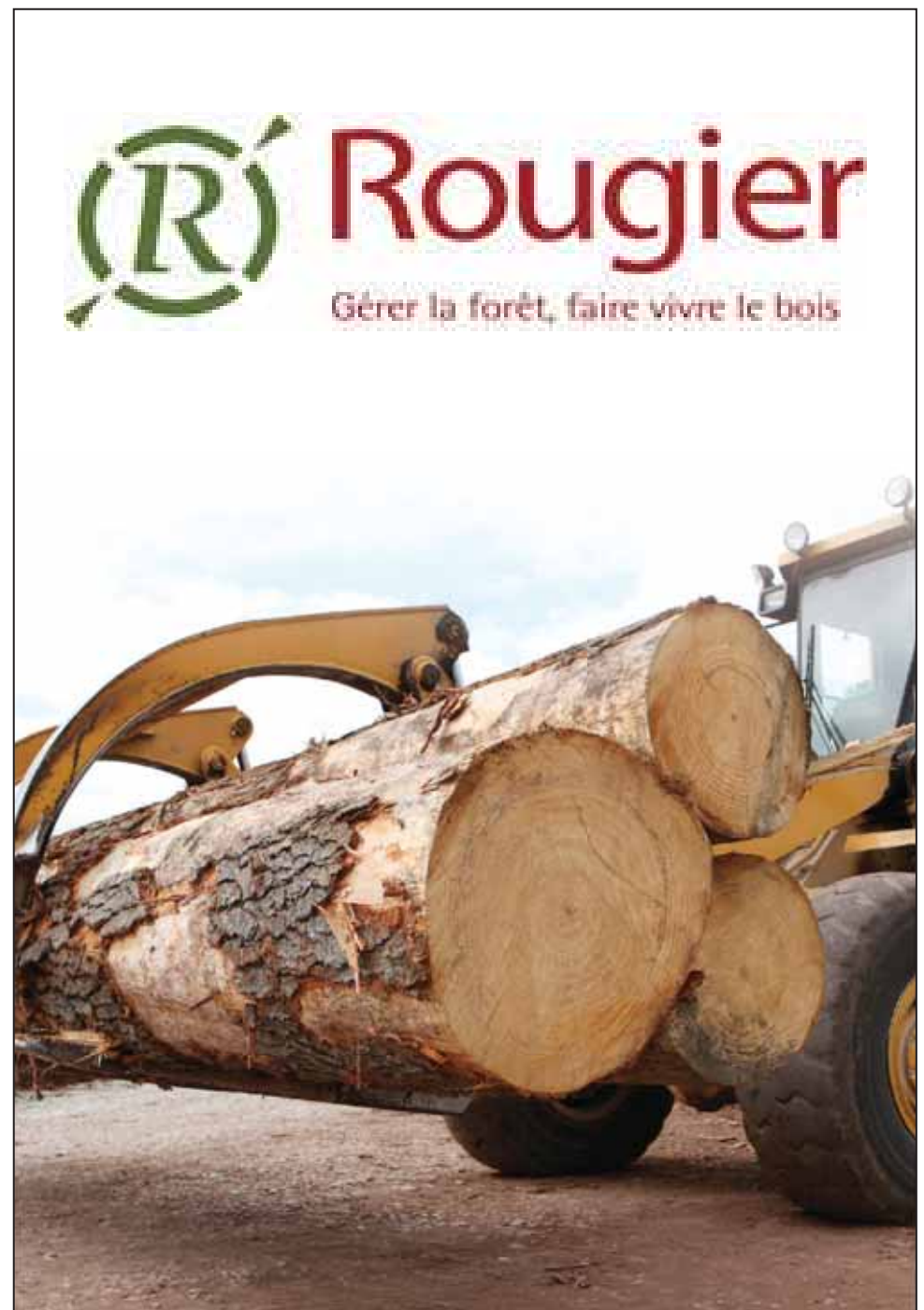
Le développement du transport par le rail est souhaitable car moins onéreux

Depuis l'an dernier, par exemple, la route entre Booué et Koumameyong est infranchissable en saison des pluies à cause des bourbiers et ce par manque d'entretien, obligeant une évacuation par train pour alimenter notre scierie de Mevang, plus difficile à mettre en œuvre et comportant surtout des ruptures de charges supplémentaires. Toutes nos exploitations sont à l'intérieur du pays. Les grumes qui proviennent du Haut-Ogooué, de Franceville, du Haut-Abanga ou encore de l'Ivindo doivent être acheminées jusqu'à nos usines ou transférées jusqu'au port d'Owendo, reconnu comme l'un des plus chers au monde. Nous utilisons donc le train comme moyen privilégié d'évacuation mais là encore un certain nombre de difficultés ralentissent et renchérissent l'évacuation par le rail (trajet unique, disponibilité des wagons, taille des gares).

Un développement de ce mode de transport est toutefois souhaitable, car moins onéreux et plus sécurisé. La baisse des coûts logistiques sera aussi un élément important d'une meilleure valorisation de la matière sur de nouvelles essences provenant de zones plus éloignées. L'utilisation des déchets pour la production d'énergie ou le développement de la 2^{ème} transformation à partir des sous-produits de sciage en sont des exemples.

Le troisième frein aux investissements provient de l'application inégale des principes de gestion durable de la forêt entre les exploitants. Comme vous le savez, Rougier Gabon est certifié FSC (Forest Stewardship Council) et investit chaque année plus de 300 millions de F CFA dans les moyens et les méthodes de gestion durables de l'exploitation forestière. La société entretient un Département d'Aménagement Forestier d'une douzaine de personnes pour répondre aux exigences de bonnes pratiques.

Ces investissements qui **n'occupent pas la même place** chez tous les exploitants introduisent un biais de compétitivité défavorable. De notre point de vue, il est absolument nécessaire de moderniser les contrôles réglementaires grâce aux nouvelles technologies pour les rendre plus efficaces et moins coûteux, afin d'éviter la surexploitation et l'épuisement des ressources, garantir une meilleure collecte des taxes et éviter la concurrence déloyale ou le départ d'entreprises respectueuses de la loi et de l'environnement.



ECONOMIE GABON+ : En 2010, les autorités gabonaises ont pris des mesures drastiques en interdisant l'exportation des grumes afin de promouvoir l'industrialisation du secteur forestier. À quel stade en êtes-vous avec la transformation des grumes ? Avez-vous reconverti votre personnel de terrain par la formation afin de l'adapter aux machines ?

Rougier Gabon a pris le virage de l'industrialisation en temps voulu même s'il a été difficile parce qu'il fut générateur de difficultés financières et opérationnelles. Un programme de mise à niveau technique de nos usines en 2016 et des ajustements clés au niveau des opérations industrielles ont permis de ramener de la productivité et des rendements dans nos installations. Nous espérons atteindre rapidement l'équilibre financier.

L'usine d'Owendo, pour la production de contreplaqué, souffre depuis cette année d'un revirement du marché international du contreplaqué tout okoumé en raison de l'arrivée de nouveaux acteurs, notamment les dérouleurs de la zone de Nkok, ainsi que des contreplaqués de substitution à partir d'essences comme le peuplier en Europe. Enfin les difficultés portuaires et maritimes au départ du Gabon ne facilitent pas la mise à disposition des clients internationaux d'un flux régulier mensuel d'approvisionnement, facilitant ainsi l'entrée des produits de substitution disponibles en 24 ou 48 heures en Europe par exemple.

Aujourd'hui la montée en puissance de la zone de Nkok entraîne de profondes transformations de la filière vers une spécialisation de plus en plus poussée à chaque étape. Cette nouvelle donne a

conduit Rougier Gabon à conclure un important contrat de fourniture de grume avec la GSEZ fin 2016.

ECONOMIE GABON+ : Préserver, valoriser et gérer durablement les ressources naturelles, c'est aussi l'honorable contrainte qui répond à une condition citoyenne. Votre personnel a-t-il adhéré pleinement à cette stratégie de développement ?

Chez ROUGIER, c'est une des valeurs essentielles qui nous a conduits à mettre en place la certification FSC (Forest Stewardship Council), label indépendant aux engagements forts en matière de préservation et de bonnes pratiques. Ces principes couvrent un large éventail de questions, de l'impact environnemental aux relations communautaires et aux droits des travailleurs. Outre le respect du code forestier qui nous engage à aller dans le sens de l'aménagement durable des forêts, nous travaillons aussi à l'obtention d'une autre certification : le PAFC Gabon (Pan African Forest Certification).

PAFC Gabon est le système de certification forestière qui atteste de la bonne gestion forestière ainsi que de la traçabilité des bois et des produits forestiers issus de forêts gérées durablement au Gabon. C'est un système complémentaire de la certification FSC que nous devrions décrocher dès début 2018. C'est une priorité chez Rougier que de veiller à la gestion de l'exploitation forestière de manière durable, de contrôler tout ce qui est lié à la

diversité et à la préservation des environnements et des espèces protégées. Nous investissons régulièrement de manière importante aux alentours de nos zones d'installation dans des projets

collectifs pour le développement des communautés. C'est un bon moyen de

partager les retombées issues de l'exploitation forestière avec ces communautés locales. L'objectif est de créer des dynamiques récurrentes dans ces projets devant profiter à tous et à l'amélioration des conditions de vie. Aussi nous investissons à ce titre dans des projets d'adduction d'eau, de santé, de formation ou d'unités artisanales de production (scieries mobiles).

ECONOMIE GABON+ : Quels sont les enjeux de la RSE pour une compagnie forestière internationale et pour les collectivités locales des départements dans lesquels vous avez implanté vos bases-vie ?

L'enjeu fondamental est de préserver, de conserver durablement la ressource des biens à long terme. Nous développons cette politique pour lutter contre l'exode rural et créer de l'activité locale. Pour cela nous mettons en place des projets sociaux qui ont pour vocation première d'être pérennes, tels que des écoles ou des dispensaires, mais également des projets générateurs d'activité favorisant l'employabilité comme des économats et des coopératives.

Le dernier en date est la mise en place d'une unité de production de bois débité, de planches et de chevrons destinés à la construction locale. Nous fournissons des scies mobiles, la formation et l'encadrement, nous offrons le bois qui est certifié et suivi. Cette coopérative simplifiée est une activité rentable pour la communauté. Nous préparons l'inauguration de cette première unité implantée sur la zone

Booué qui aura lieu dans quelques semaines. Le budget d'un tel projet pour un montant de 25 à 30 millions F CFA est entièrement financé par l'entreprise qui garantit également l'approvisionnement en bois.

Nous finançons l'investissement, le démarrage et l'accompagnement, mais ces projets doivent avoir pour ambition de devenir autonomes et donc, à terme, de s'auto-entretenir. Nos engagements entrent dans le cadre des opérations « sociales et solidaires ».

ECONOMIE GABON+ : Comment organisez-vous ces bases-vie et comment menez-vous les activités de la RSE dans ces départements du Gabon ?

Lorsque ROUGIER exploite une zone, c'est en général une activité à long terme. Il existe deux types de bases. Les fixes, permanentes, comme celle de l'Ivindo, qui sont des concessions sur lesquelles nous travaillerons pendant 25 à 30 ans renouvelables. Lorsque nos perspectives s'étendent sur une telle durée, nous investissons dans des bases vie solides avec le souci d'offrir à nos salariés et leurs familles des conditions de vie modernes.

Il s'agit donc de construire de véritables petites villes où le rôle de nos chefs de site est important. Nous pouvons aussi avoir à déplacer régulièrement des bases-vie en fonction de l'éloignement des zones d'exploitation, ce qui représente à chaque fois des enjeux importants en termes de mise en place des infrastructures et de coûts pour accueillir parfois plusieurs centaines de personnes.

ROUGIER, DES PRÉCURSEURS DE LA TRAÇABILITÉ

ECONOMIE GABON+ : Quelles sont vos priorités stratégiques en rapport avec vos interventions pour un développement territorial durable à moyen et long terme ?

Nous travaillons sur la perspective de la modernisation de l'exploitation forestière. Ce sont des enjeux fondamentaux et nous comptons l'expérimenter dès 2018. Cela répond à ce que j'appelle l'exploitation forestière 2.0, c'est-à-dire la mise en place d'outils tels qu'une base de données de traçabilité étendue des bois reposant sur des technologie de type RFID (puces électroniques émettant un signal radio) ou sur l'utilisation de drones pour les inventaires et la surveillances des concessions etc.

La mise en place de ces outils a pour but de mieux contrôler l'activité (suivi, facturation automatique), la logistique (contrôle d'activité, feuilles de route), la sécurité sur les chantiers (localisation des équipes isolées), la traçabilité des grumes ou même de mettre en place une bourse sécurisée où chaque grume serait parfaitement tracée. Nous sommes les précurseurs de ces méthodes qui peuvent révolutionner le secteur notamment sur la traçabilité. Celle-ci répond à des besoins de contrôle depuis l'inventaire d'un arbre en forêt en lui attribuant une identité 'électronique' jusqu'à sa transformation finale parfois plusieurs années plus tard. ■

Publi-redactionnel

Gabon Telecom, pour le Haut Débit, a engagé 75 milliards de FCFA ces trois dernières années

Communiqué

Les usages numériques se développent dans tous les domaines de la vie économique et sociale, et l'ensemble des acteurs socio-économiques est concerné : les individus, les ménages, les services publics et les entreprises.

Les services Haut et Très Haut Débit sont devenus un besoin essentiel de la vie quotidienne de ces acteurs. Pour répondre à cette demande et marquer son statut d'opérateur Leader, Gabon Télécom affirme sa suprématie en matière d'innovation et de technologie Internet très Haut Débit à travers une offre de services variée et adaptée à toutes les cibles : 4G, Fibre optique, et ADSL.

Le développement réalisé par l'opérateur sur le très haut débit permet à Gabon Telecom, de prendre une fois de plus une avancée nette par rapport à ses concurrents sur ces solutions.

LA 4G

L'offre 4G de Gabon Telecom est la plus dynamique du marché. En plus d'une qualité de service très appréciée, l'opérateur a depuis le début de l'année diversifié ses forfaits et offre aujourd'hui une gamme qui répond

aux différents besoins : petits débits à des tarifs très accessibles, gros débits à tarifs très avantageux pour les plus gros consommateurs...

Quant à la couverture mobile, la progression du nombre de sites est continue avec l'extension du réseau 4G dans plusieurs localités de l'intérieur du pays.

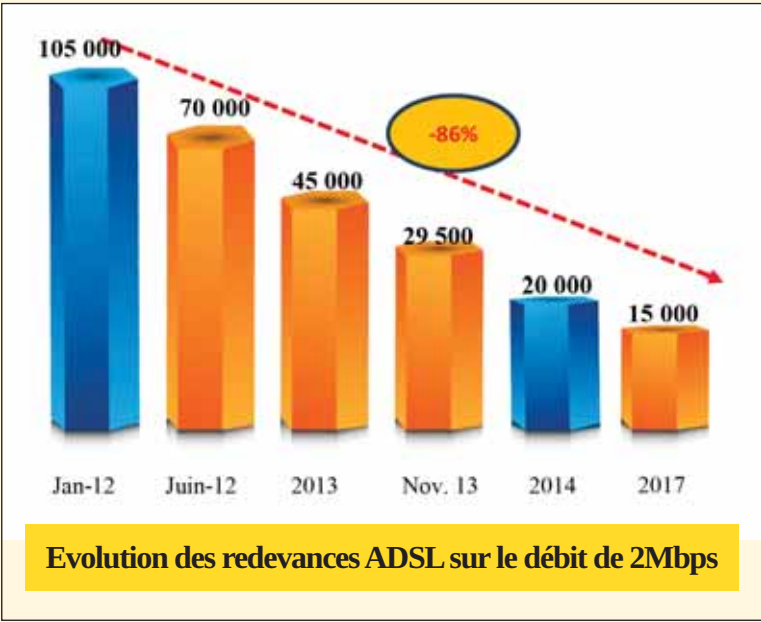
À moyen terme, Gabon Telecom vise la migration de toute son infrastructure en *full IP*, afin d'offrir à sa clientèle un service internet optimisé.

LE FTTH

Au niveau mondial, la FTTH représente la technologie la plus performante pour l'accès à Internet pour les résidentiels. Elle permet d'avoir du très haut débit et par conséquent une meilleure qualité et une meilleure expérience client.

Au niveau de la sous-région, Gabon Telecom demeure le premier opérateur qui a lancé cette technologie et le seul qui propose un débit de 150Mbps pour les résidentiels.

En effet, grâce à sa capacité de trans-



porter des débits très élevés, la fibre optique offre la possibilité à plusieurs personnes d'un même domicile de faire des usages internet simultanés à partir de plusieurs terminaux à la fois, sans aucune contrainte de partage de débit ni de dégradation de la qualité de la connexion.

L'offre commerciale est composée d'un accès Internet Fibre Optique jusqu'à 150 Mbps en plus du service

de téléphonie fixe en illimité et un abonnement au service Playvod pour regarder des films en illimité le tout à partir de 25000F.

De plus pour améliorer l'accessibilité de l'information sur ce service, l'opérateur a créé une page web dédiée : www.mafibregabontelecom.ga.

Afin d'encourager la pénétration de l'Internet très haut débit, Gabon Te-

lecom a engagé d'importants investissements de l'ordre de 75 Milliards de F CFA durant les 3 dernières années. Ces investissements ont permis d'avoir une très large couverture de la fibre optique et de l'Internet 3G/4G.

L'INTERNET ADSL

L'Internet haut débit ADSL est une solution particulièrement exploitée par les résidentiels et les petits professionnels. Gabon Telecom compte 15 000 clients dans cette technologie et commercialise des débits allant jusqu'à 15 Mbps

L'opérateur a lancé en l'espace de 5 ans, 6 opérations de doublement de débit.

Le cumul de baisse de prix réalisé sur l'ADSL est illustré dans le schéma ci-dessous. À titre d'exemple, le débit de 2Mbps est passé de 105 000F/mois en 2012, à 15 000F en 2017, soit une réduction de 86% en à peine 5 ans.

Pour accompagner ces services à très haut débit, l'opérateur a lancé avec le consortium SAT3 un vaste programme de modernisation et d'extension de la bande passante internationale du Gabon pour passer de 12.5 Gbps à 70 Gbps à fin 2017.

Ainsi, la capacité du Gabon sera multipliée par six, en plus de la sécurisation du câble SAT3 via l'Afrique du Sud et au Nord, à partir du Portugal par trois câbles sous-marins ■



La croissance Économique africaine a continué à décélérer, à des degrés variables

Par Anne Marie Jobin

La croissance économique en Afrique a diminué de plus de la moitié, passant de 3,7 % en 2015 à 1,7 % en 2016 sur fond de morosité économique mondiale, de faibles cours du pétrole et des produits de base et ce malgré leur remontée récente.

LES BANQUES SONT OPTIMISTES

La baisse des prix des produits de base depuis 2014 a pesé sur le compte des opérations courantes et les recettes publiques, ainsi que sur les monnaies nationales, et créé des tensions inflationnistes. Les pays africains doivent adopter une politique budgétaire anticyclique, et ceux qui continuent d'enregistrer des taux de croissance économique élevés, devraient se constituer des réserves budgétaires. En 2017, la croissance continentale a continué à décélérer, à des degrés variables selon les groupements économiques.

Concernant le Gabon, il lui est



aujourd'hui indispensable de diversifier ses ressources en soutenant la compétitivité des filières bois, agricole, pêche, minière, BTP, numérique et développer le tourisme. L'état s'y emploie et s'appuie sur des

volontés et des investisseurs intéressés par des contrats public/privé.

Les 10 banques installées au Gabon ne déplore aucune baisse réelle d'activités.

Près de 80 % des demandes de crédit ont été accordées ce qui constitue un signal fort quant à la volonté des banques d'accompagner leurs clients et ce qui confirme une potentialité budgétaire des Entreprises et des ménages.

Le nombre de personnes «bancarisés» est en augmentation constante. Grâce à l'évolution du marché financier, l'arrivée de nouvelles offres de services bancaires tels que le Mobile Banking, la donne est toute autre. On observe de la part des utilisateurs une plus grande confiance accordée aux services bancaires sur internet à partir du moment où ils sont consommés sur mobile. La digitalisation au sens d'un service qui utilise l'internet est donc bien en marche

VALORISATION DE L'ARTISANAT GABONAIS

En cette fin d'année que nous vous souhaitons festive, nous mettons

l'art gabonais à l'honneur en valorisant quelques artistes parmi de nombreux et des structures mises en place comme le village OLAMBA ouvert depuis peu. Il est complémentaire au musée traditionnel du bord de mer qui présente de très belles pièces, précieuses, d'époque.

L'art gabonais est exporté à l'international. Les savoir-faire liés à l'artisanat traditionnel relève du patrimoine culturel immatériel de l'humanité.

Certains artistes mériteraient de recevoir le titre de «maître d'art», distinction décernée uniquement par le ministre de la culture. Parce que le rayonnement produit par l'externalisation de certaines pièces est une valeur ajoutée considérable pour le pays.

Nous avons toujours trop tendance à céder à la facilité pour offrir des cadeaux mais si nous souhaitons qu'ils soient inoubliables, c'est une bonne idée de se pencher vers l'artisanat.

Economie Gabon + tend, en ce mois de fêtes, à promouvoir ce domaine d'une activité aux multiples facettes, trop souvent ignoré faute de fonds pour le valoriser à sa juste valeur ■

Changeons l'avenir des migrations. Investissons dans la sécurité alimentaire et le développement rural

Au Gabon, la FAO est un partenaire stratégique du gouvernement, elle lui apporte son expertise et son appui multidimensionnel afin de permettre à l'agriculture d'être un véritable levier de diversification de l'économie. Conformément aux priorités nationales contenues dans le cadre de programmation pays 2017-2022, après la phase de validation, le Gouvernement et la FAO ont procédé à la signature des plans de travail annuel pour la période 2018.

Nous croyons que le développement d'une agriculture durable contribuant à la sécurité alimentaire passe par le développement des secteurs élevage, pêche aquaculture, forêts (produits forestiers non ligneux) la promotion de l'horticulture en milieu urbain, l'utilisation et la gestion des systèmes d'informations fiables.

Sous le thème : « **Changeons l'avenir des migrations. Investissons dans la sécurité alimentaire et le développement rural** », la 37^e édition de

la journée mondiale de l'Alimentation a été marquée par une série d'activités, notamment la visite d'une ferme avicole et la distribution des kits alimentaires aux personnes vulnérables en l'occurrence les orphelinats et structures hospitalières.

De plus, la 10^e réunion de l'équipe multidisciplinaire sous-régionale de la FAO organisée à Libreville a donné l'opportunité à notre Organisation de cerner les défis auxquels sont confrontés

les pays de la sous-région et d'identifier des pistes de solutions adaptées.

La FAO, à travers son cadre de coopération pays, en collaboration avec les autres agences du Système des Nations Unies au Gabon, réitère sa volonté d'accompagner le gouvernement dans l'amélioration des conditions de vie des populations pour atteindre des Objectifs du Développement Durable ■

Source : FAO

Dixième rencontre de l'équipe multidisciplinaire sous-régionale de la FAO pour l'Afrique centrale



28 octobre 2017, Libreville- Mutualiser les efforts, échanger les informations et partager les expériences afin d'aborder conjointement les principaux défis auxquels sont confrontés les pays de la sous-région sont les principales raisons pour lesquelles l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture convie son équipe multidisciplinaire en Afrique centrale pour optimiser ses actions afin d'atteindre ses objectifs stratégiques et assure sa contribution efficiente aux objectifs de développement durable.

La 10^{ème} réunion de l'équipe multidisciplinaire des 8 pays du bureau sous-régional de la FAO pour l'Afrique centrale se tiendra, à Libreville, du 30 octobre au 2 novembre 2017 sous le thème : « *améliorer et rendre durables les systèmes de production agricole et alimentaire pour créer des emplois décents pour la jeunesse en Afrique centrale* ». Cette rencontre verra la participation des Représentants de la FAO de la sous-région et leurs équipes, les coordonnateurs de projets sous régionaux, les fonctionnaires techniques ainsi que les partenaires et les représentants des gouvernements ■

OGAR,
L'ASSURANCE À VOS COTÉS

Contactez - nous au:
Tél: +241 01 76 15 96 / 01 76 04 95
Fax: +241 01 76 58 16 / 01 76 46 43
www.groupeogar.com

Ogar
Toujours avec vous

Nous poursuivons nos efforts pour améliorer nos indicateurs

Intitulée «Vision 2018», la feuille de route tracée cette année vise à bâtir un groupe bancaire de premier plan qui participe au financement du développement durable d'une Afrique émergente. Ce projet collectif, nous allons le porter dans chacun de nos douze pays d'implantation, déclare Madame Binta Touré Ndoye, Directrice Générale d'Oragroup.

Par Anne Marie Jobin



Guy Martial Awona,
Directeur Général d'Orabank

ECONOMIE GABON+ : M. GM AWONA, comment analysez-vous la situation économique de votre pays ?

La zone CEMAC fait face depuis plus de deux ans à de graves déséquilibres économiques dus à la chute des cours de l'or noir et à la diminution de la production. Ces phénomènes ont entraîné la baisse du PIB, la dégradation de la consommation, du financement de l'économie et du portefeuille des banques parallèlement à une hausse du chômage et de la dette intérieure.

Les mesures de diversification économique prises assez tôt par le gouvernement commencent à porter leurs fruits, notamment dans le domaine agricole grâce à des projets majeurs tels que le projet « Graine ».

Le Gabon a élaboré un plan de relance économique qui a su attirer les investisseurs, avec l'appui financier de la Banque africaine de développement (BAD), du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque islamique de développement (BID) et de la Banque mondiale (BM) ainsi que d'autres institutions financières.

Aujourd'hui, dans nos économies africaines, les premiers employeurs sont les États. Grâce à nos financements, nous souhaitons contribuer davantage à créer de la richesse locale et des emplois. Notre mission est de faciliter l'intégration économique de nouveaux acteurs et de les rendre plus compétitifs sur le marché. Orabank doit également favoriser l'intégration économique et financière grâce aux nouvelles technologies à présent durablement ancrées dans les usages.

Nous poursuivons également nos efforts afin d'améliorer nos indicateurs financiers grâce au renforcement de notre capacité à mobiliser les ressources afin de soutenir la croissance de nos activités et de répondre aux exigences réglementaires.

ECONOMIE GABON+ : La conjoncture économique du Gabon pèse-t-elle sur les objectifs du groupe ?

La filiale Gabon est l'une des plus contributrices, son résultat a donc un impact sur les performances du groupe.

Il y a obligatoirement un impact sur le résultat final, mais il est compensé par les meilleures performances des autres filiales. Les objectifs mis en place tiennent compte des réalités des différents pays. Des initiatives sont prises pour continuer à gagner des parts de marché et s'inscrire dans une embellie future.

L'objectif est de bâtir un groupe bancaire de premier plan qui participe au développement durable d'une Afrique émergente.

ECONOMIE GABON+ : Vous lancez un vaste programme de digitalisation de vos services. L'ensemble de vos filiales ont commencé à lancer leur offre de terminaux de paiement électronique mPOS (mobile point of Sale). Pensez-vous que ces innovations sont appelées se multiplier ? Et si oui, dans quel cadre et dans quel but ?

Oui, cette innovation va en appeler d'autres, dans la mesure où la banque veut dynamiser la qualité de service et créer des services qui permettent aux clients d'être autonomes.

Nous avons repensé le parcours client grâce à une stratégie digitale ambitieuse et ciblée vers de nouvelles niches de clients non bancarisés.

Le taux de bancarisation est faible dans la région subsaharienne (15 – 16 %) et l'enjeu majeur est d'atteindre cette population à faibles revenus. Nous nous positionnons sur ce nouveau segment clientèle avec des produits plus adaptés. Notre stratégie passe par des solutions digitales via mobile, des produits instantanés qui permettraient à cette population d'accéder à des services bancaires.

Orabank a la volonté de transformer et d'accroître l'expérience client pour l'amener à son plus haut niveau, avec le développement d'une offre multi-canal et le déploiement de la stratégie de digitalisation via les TPE, mPos, CIB, Mobile banking, mobile money et SMS Banking. Le cash management verra la mise en œuvre de caisses à domicile et de solutions de ramassage de fonds.

En interne, l'automatisation des processus permet d'améliorer la gestion et d'accroître ainsi la qualité des services proposés.

ECONOMIE GABON+ : Votre portefeuille clientèle prouve-t-il une augmentation de la bancarisation ?

Même si nous avons un focus particulier sur les entreprises, nous participons à l'amélioration du taux de bancarisation avec des instruments modernes tels que la carte prépayée et une stratégie de digitalisation destinée à apporter un service rapide au client.

Nous déployons des politiques et des procédures ayant pour objectif le développement du chiffre d'affaires issu des clients de chacun de nos segments. Sur ses différents marchés en développement, le groupe Orabank intervient auprès d'une clientèle très diversifiée de particuliers, d'entreprises et d'institutionnels dont il possède une excellente connaissance liée à sa présence dans la zone depuis près de 30 ans. Notre offre commerciale enrichie de produits et services innovants permet à nos clients d'accéder à une large gamme de cartes bancaires internationales VISA et Mastercard, à un réseau de 142 GAB, mais aussi à des Terminaux de Paiement Électronique (TPE) performants. Parmi ces derniers, le dispositif mobile mPOS qu'Orabank a été la 1^{re} banque à proposer à sa clientèle en Afrique de l'Ouest francophone et qui devrait arriver très prochainement ici au Gabon ainsi que dans tous les autres pays d'Afrique Centrale où nous sommes implantés.

Nous nous focalisons sur les Petites et Moyennes Entreprises (PME), un segment clientèle longtemps oublié par les grands groupes bancaires régionaux. Nous visons à nous positionner comme un partenaire incontournable du financement des PME qui sont le moteur de croissance de nos économies africaines pour les années à venir.

ECONOMIE GABON+ : Quelle est votre vision à plus long terme ?

Le groupe est une banque citoyenne à l'écoute de ses clients et partenaires œuvrant pour un nouveau modèle dans lequel la banque apporte un service responsable et éthique envers ses parties prenantes et la société civile.

Afin de connaître les attentes de notre écosystème de parties prenantes, nous avons lancé une étude pour nous permettre de prioriser les enjeux importants. Nous prenons en compte les attentes de nos clients pour orienter nos futures actions. Le groupe Orabank souhaite conquérir une position importante dans la bancarisation et le financement des économies en Afrique subsaharienne.

Le groupe a élaboré une stratégie triennale 2016 – 2018 visant à formaliser nos objectifs pour consolider notre performance financière et asseoir notre efficacité opérationnelle par la mise en place de systèmes et d'outils de pilotage et positionner ainsi notre groupe dans une démarche transparente de transformation. Plusieurs leviers et orientations stratégiques ont été définis afin de nous aligner sur des normes internationales élevées, tant dans le domaine commercial, technologique et financier que dans



Cote boursière
Octobre - Novembre 2017
par :

Union Gabonaise
de Banque

Devises/FCFA	Oct-17	Nov-17	Variation
USD - Dollar américain	563,63	553,644	-1,77%
GBP - Livre britannique	746,65	736,989	-1,29 %
CAD - Dollar Canadien	437,19	436,606	-0,13%
CHF - Franc suisse	564,41	564,847	0,08 %
ZAR - Rand sud-africain	39,91	39,899	-0,04%
JPY - Yen japonais	4,97	4,977	0,16 %
AED - Dirham des Emirats Arabes Unis	153,42	150,750	-1,74 %
CNY - Yuan	84,99	84,226	0,90 %
MAD - Dirham marocain	59,08	59,074	-0,01 %

	Mai-17	Juin-17	Variation
Brent (USD / Baril)	61,37	63,55	3,55 %
WTI (USD / Baril)	54,38	58,02	6,69 %
Or (USD / once)	1 271,45	1 291,47	1,57 %
CAC 40 (EUR)	5 503,29	5 379,54	-2,25%
Euro stoxx 50 (EUR)	3 673,95	3 572,07	-2,77%
DOW JONES (USD)	23 377,24	23 526,18	0,64 %

TAUX BEAC EN VIGUEUR

Taux d'intérêt des appels d'offres :	2,95% new
Taux d'intérêt des prises en pension :	4,70% new
Taux d'intérêt sur placement 7 jours :	0,00%
Taux d'intérêt sur placement 28 jours :	0,0625%
Taux créditeur minimum :	2,4500%

Notre responsabilité sociale s'inscrit au coeur de notre modèle de croissance et de notre stratégie d'entreprise

celui de la gestion des ressources humaines. Prenant en compte les risques de nos marchés, nous saisissons les opportunités pour faire évoluer le modèle d'affaires de la banque et répondre aux besoins de demain, pour mettre à disposition de nos clients un service bancaire d'excellence, intégré et digital.

Le groupe Orabank fonde sa stratégie 2016 2018 sur 4 grands défis stratégiques qui s'inscrivent dans la mission d'Orabank et cadrent sa nouvelle vision de développement à moyen terme :

- Bâtir un groupe intégré, partageant une vision et des valeurs communes,
- Investir dans une expansion forte tout en maîtrisant les charges,
- Renforcer la maîtrise des risques,
- Mobiliser des ressources suffisantes à des coûts compétitifs et conforter la solidité financière du groupe.

ECONOMIE GABON+ : Orabank était la seule banque commerciale assise à la table ronde dans les locaux de la BAD à Abidjan pour défendre les investissements verts. Selon vous, pour quelle raisons notons-nous un engouement aussi faible de la part de vos confrères ? Quelles actions vous apprêtez-vous à mettre en place ?

Je suis persuadé que d'autres banques le font à leur manière. Orabank s'engage à contribuer activement au développement économique et social de l'Afrique par le biais de ses réseaux de parties prenantes. Le groupe vise à démontrer l'engagement et la transparence de l'entreprise vis-à-vis des parties prenantes dans le cadre d'un dialogue ouvert et constructif.

Un développement durable est la réponse aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. En tant qu'acteur économique de premier plan, Orabank a conscience de sa part de responsabilité face aux enjeux actuels et émergents.

Notre responsabilité sociale s'inscrit au coeur de notre modèle de croissance et de stratégie d'entreprise.

Nous nous sommes engagés en faveur d'une plus grande transparence et nous appliquerons le cadre de la GRI. La Global Reporting Initiative est une structure de parties prenantes ou partenaires développant un cadre de travail commun pour l'élaboration des rapports relatifs au développement durable. Nous respectons et mettons en œuvre les principes définis par les Nations-Unies dans le cadre de l'initiative de PRI (Principes pour l'Investissement Responsable).

Notre volonté est de continuer à progresser en matière de déploiement et de communication de nos performances relatives à la RSE (Responsabilité Sociétale d'Entreprise). Dans le cadre d'une écoute attentive des parties concernées, nous prenons en compte leurs attentes et souhaitons renforcer un dialogue ouvert et constructif qui nous permettra de réaliser notre ambition : « Grandir ensemble et pour l'Afrique ».

Le Groupe ORABANK a mis en place un Système de Management des Risques Environnementaux et Sociaux (SYMRES) dans le respect des engagements pris à l'égard

des investisseurs et partenaires institutionnels. Il s'agit d'un outil à l'usage des gestionnaires et analystes de risques grâce auquel ils pourront mieux évaluer, prévenir les risques environnementaux et détecter les lacunes en la matière dans les projets à financer.

ECONOMIE GABON+ : Quelle est l'importance du capital humain dans le déploiement de votre stratégie ?

La qualité du service délivré par le groupe Orabank à ses clients dépend des hommes et des femmes qu'il emploie, de l'engagement des fournisseurs et des partenaires avec lesquels il collabore et enfin de la confiance pour l'offre de produits et services proposés à ses clients, investisseurs ou autres bénéficiaires.

Nous souhaitons faire du capital humain un levier de performance au sein de notre groupe. Nous allons poursuivre la modernisation de la gestion de notre capital humain et devons faire correspondre autant que possible les aspirations des collaborateurs avec les objectifs et la stratégie du groupe.

Le groupe emploie 1.704 Africains. Au Gabon, nous comptons renforcer l'équipe par le recrutement de 25 collaborateurs en 2018.

Compte tenu des nombreux défis du secteur bancaire, le développement et le renforcement des compétences du personnel sont des axes prioritaires par le groupe Orabank depuis plusieurs années. Les programmes de formation sélectionnés doivent répondre aux besoins individuels et collectifs tout en restant en lien avec la stratégie du groupe et les attentes des clients.

En termes d'inclusion, nous accueillons en moyenne 20 stagiaires par an. Notre politique en faveur des stagiaires vise à nous assurer de l'aspect qualitatif des contenus proposés et à mettre en place un suivi par les opérationnels ■



Orabank
un partenaire à votre écoute



**Grandir
ensemble
et pour
l'Afrique**



**Pour nous, la banque est bien plus
qu'une solution de financement.
Nous vous accompagnons avec éthique et intégrité,
faisant de votre bien-être notre priorité.**

Tél. : 00 (241) 01 79 15 00
www.orabank.net



OLAMBA : VILLAGE CULTUREL 100% GABONAIS AU CŒUR DE LIBREVILLE

La valorisation de l'artisanat gabonais est une volonté de l'État

La rédaction



Photo de famille

Le village artisanal d'Olamba a été inauguré jeudi 16 novembre en présence de Madame Madeleine BERRE, Ministre de la Promotion des investissements privés du commerce et de l'industrie et de Monsieur Biendi MAGANGA MOUSSAVOU, Ministre des Petites et moyennes entreprises de l'entrepreneuriat national et de l'insertion des jeunes.

Véritable oasis culturelle s'étendant sur 1200 m² au cœur de Libreville, à Glass, le Village Olamba n'est plus un projet, mais un bel exemple de partenariat public/privé où les deux parties se sont investies ensemble pour la réalisation d'un projet.

D'un côté l'État remet vingt cases en bois, trouve et viabilise un terrain en plein centre de Libreville et paye la location du terrain durant la première année. De l'autre côté, les femmes se constituent en association pour porter le projet, régler les litiges fonciers, construire des toilettes, réaménager les cases. L'implication d'un architecte de la diaspora fut précieuse pour, non seulement augmenter la superficie des espaces de vente, mais aussi améliorer la visibilité des produits et l'accueil des clients.

Ce village est dédié à la valorisation de la diversité culturelle et artisanale. L'exposition permet de promouvoir et ainsi de mieux commercialiser les œuvres d'un groupement d'une vingtaine d'artisans qui proposent un large éventail de produits pour toutes les bourses : vannerie, textile, agro-alimentaire, cosmétiques, bijoux, sculpture, peinture, carterie, décoration... tous 100% Gabon !



Cette réalisation contribue à la fois à l'autonomisation de la femme gabonaise, au développement du commerce en général et à la sédentarisation des populations en créant à l'intérieur du pays des activités génératrices de revenus tout en préservant notre patrimoine national. Le village Olamba accueille aussi six start-up, leur offrant de la visibilité et un environnement propice à leur développement. Un espace permettant d'accueillir des expositions ponctuelles est également prévu. Tout est pensé pour mettre en avant l'art et la culture *made in Gabon*. ■

Radisson BLU
OKOUME PALACE HOTEL
LIBREVILLE

LA MAGIE DES FÊTES AU RADISSON BLU

Venez terminer l'année en beauté
En profitant de nos offres festives

Déjeuner du 25 décembre
42.000 FCFA par personne

Réveillon de la Saint-Sylvestre
58.000 FCFA par personne

Déjeuner du 1er Janvier
32.000 FCFA par personne

Confirmez vos réservations
avant le 15 décembre
et bénéficiez de -10%
sur l'achat de l'un des buffet
(Pour les adultes seulement)
Menus disponibles en ligne

Accès gratuit pour les enfants
de moins de 6 ans
-50 % pour les enfants de 6 à 11 ans

Information et réservation :
+241 01 44 80 00

RADISSON BLU OKOUME HOTEL
Boulevard de Nice, 5 B.P 2254 Libreville Gabon
+241 01 44 80 00 info.libreville@radissonblu.com

L'AFRIQUE REPRÉSENTE Désormais PRÈS DE 80% DE L'ACTIVITÉ DU GROUPE ASCOMA

Malgré le contexte économique difficile, nous continuons notre développement

Ascoma GABON est implanté depuis 1961 et Monsieur Michel Valette, Administrateur Directeur Général d'ASCOMA Gabon depuis 17 ans, a bien voulu répondre à nos questions dans le cadre de notre dossier spécial : Banques et Assurances.

Par Anne Marie Jobin

ECONOMIE GABON+ : Quel est l'historique du Groupe ASCOMA ?

Les origines du Groupe Ascoma remontent à 1896, avec la création d'un cabinet de courtage à Paris. Depuis, le Groupe s'est considérablement développé, notamment par l'ouverture d'un nombre important de filiales en Afrique, devenant ainsi le leader du courtage d'assurances à Monaco et en Afrique subsaharienne francophone. Ascoma reste une société 100% familiale, et Monsieur Hervé Husson, actuel Président du Groupe, représente la cinquième génération de la famille fondatrice. Aujourd'hui, le Groupe Ascoma gère 240 millions d'euros de primes et emploie plus de 700 collaborateurs répartis dans 24 pays (dont 22 en Afrique).

ASCOMA CERTIFIÉ ISO 9001 EN SEPTEMBRE 2017

ECONOMIE GABON+ : Est-ce votre antériorité qui permet le développement commercial des Assurances Ascoma depuis plus d'un demi-siècle ?

Certainement, en effet les clients ont plutôt tendance à faire confiance à une société installée depuis de nombreuses années dans un pays. Cela nous confère, je pense, un certain sérieux et de la crédibilité.

Malgré un contexte économique difficile ayant entraîné des difficultés de règlement de la part de nos clients, nous continuons notre développement. Nous essayons d'être dynamiques et surtout très attentifs à la qualité du service que nous apportons à nos assurés.

À ce titre, nous avons obtenu le 29 septembre 2017 la certification ISO 9001 (version 2015), dans le domaine d'activité qui est le nôtre (Courtage d'Assurances et de Réassurances ; Gestion des dépenses de santé). Le bureau Veritas a validé la conformité de notre système de management de la qualité (SMQ) à la norme internationale ISO 9001 (version 2015). Ce label est une garantie pour nos clients et nos partenaires assureurs en termes de qualité de service.

ECONOMIE GABON+ : Quel est votre effectif au Gabon à ce jour ? Quelle répartition ?

Nous avons actuellement environ 150 collaborateurs (salariés ou prestataires) répartis entre le siège de Libreville et les 2 agences de Port-Gentil.

SEULEMENT 0,68% D'ASSURÉS DANS LA ZONE CIMA CONTRE 6,5% AU NIVEAU MONDIAL.

ECONOMIE GABON+ : Dans le secteur bancaire, on parle d'un faible taux de bancarisation. Que dire du secteur des assurances ?

Nous avons en effet la même problématique. Nous avons observé que les gens ne s'assurent malheureusement que quand c'est vraiment obligatoire (l'assurance RC automobile), et encore... Cette faiblesse se traduit par un indicateur principal, le taux de pénétration de l'assurance (c'est-à-dire le poids des primes dans le PIB) : malgré une croissance significative lors de la décennie 2007-2015, il est de seulement 0,68% dans la zone CIMA (en assurance non-vie), contre 6,5% au niveau mondial. Or l'assurance, au même titre que la banque, est un vecteur indispensable au développement économique.

ECONOMIE GABON+ : Quelle est votre part de marché au Gabon ?

Le marché de l'assurance au Gabon est le 4^e en importance dans la zone CIMA, il représente un peu plus de 100 milliards de F CFA de primes. Ascoma en détient environ 50%, toutes branches confondues. C'est une part de marché remarquable, qui montre d'ailleurs que les clients gabonais sont sensibles à la valeur ajoutée d'un courtier à même de définir des solutions sur mesure et de défendre leurs intérêts auprès des compagnies d'assurance.

ECONOMIE GABON+ : Quels sont, en pourcentage, les secteurs les plus rentables pour ASCOMA ? L'automobile, la santé, les

RC, l'immobilier, les grands comptes ?

Vous voulez certainement dire en termes de chiffre d'affaire ? L'incendie représente 30%, et la santé 40%.

ECONOMIE GABON+ : La crise économique que nous traversons vous impacte-t-elle et si oui à quel niveau ?

Elle nous touche, bien entendu. Des sociétés ferment ou réduisent leurs effectifs, leurs parcs automobiles, le nombre de locations de domiciles, ce qui se traduit directement par une réduction du chiffre d'affaires. Malgré cela, nous essayons de faire preuve d'imagination pour continuer notre développement.



Monsieur Michel Valette, Administrateur Directeur Général d'ASCOMA Gabon

ECONOMIE GABON+ : On entend parler d'une augmentation arbitraire des polices d'assurances. Qu'en est-il ? La répercutez-vous, tout ou partie, sur vos assurés ?

Cette question relève des compagnies d'assurances et elle concerne principalement l'assurance automobile. À ce sujet, la FEGASA (Fédération Gabonaise des Sociétés d'Assurances) et la FGCA (Fédération Gabonaise des Courtiers d'Assurances) s'emploient actuellement à revoir les primes dans des proportions raisonnables ■

ASCOMA GABON
Conseil & Courtier en Assurances

Vos Risques
Nos Solutions

ISO 9001
BUREAU VERITAS
Certification

www.ascoma.com

Fabienne GRECO, l'artiste, la coloriste amoureuse de l'Afrique et de ses couleurs, exposera ses œuvres du 7 au 31 décembre prochain dans ses ateliers de Libreville, aux trois quartiers.

Par Anne Marie Jobin



Sa galerie



WAX me

Depuis une vingtaine d'année, elle se lève chaque jour pour rejoindre ses ateliers. Fabienne fait danser ses pinceaux et crée des toiles insolites aux couleurs de l'Afrique. Elle utilise de manière originale, diverses matières, brutes et raffinées, qui font de ses tableaux des exceptions. Elle est un des seuls peintres d'Afrique à "résiner" ses peintures.

Son domaine d'expression artistique ne s'arrête pas à la peinture. Elle dessine aussi des fresques murales. Depuis 2012 et pour ne jamais s'ennuyer, elle se révèle également en peignant des corps humains, elle excelle dans le

Body Painting ethnique.

Ce n'est pas tout. WAXme GABON, c'est aussi Fabienne Greco. Cet atelier d'accessoires de mode autour du pagne, souvent avec des cauris ... beaucoup de cauris, des bracelets, des colliers avec des perles de toutes les couleurs, des robes peintes à la main appelées "manta" qui sont le clin d'œil à la raie ... Il y en a pour tous les goûts et toutes les bourses. .

Pour combler un manque, en qualité de décoratrice d'intérieur pour les particuliers et les entreprises, Elle crée des meubles lumineux, lampes, tables, consoles ...

Fabienne Gréco est membre de l'AWEP



et fait partie de l'Association des Artisanas Gabonaises installée depuis peu au village d'Olamba, à Glass.

Elle a exposé successivement ses œuvres en France, à Monaco, à l'Ile sur Sorgues, à Toulon mais aussi à Pointe Noire et chaque année à Port Gentil et à Libreville.

En 2018 elle est invitée au Forum

de la Créativité à Kinshasa.

Fabienne Greco, Gabonaise d'origine Française est donc une "touche à tout" qui peint sur ses supports comme Elle dansait autrefois, Elle reproduit de la dentelle sur les murs, Elle scarifie de ses stylos magiques les corps des gens qui se prêtent au jeu ... Une artiste accomplie ! ■

NOUVEAU : Epargne "TONTINE" A LA FINAM

- Un produit de tontine classique dont le fonctionnement est souple.
- Une mise journalière minimum de 2.000 FCFA.
- Durée des cotisations 1 mois renouvelable.
- Matériel de collecte : un livret et un TPE pour fiabilité et assurance.
- Un message sms instantané à la collecte pour confirmation.
- Possibilité d'accès au crédit.



Contact dédié au produit
+ 241 05 54 21 58
+ 241 05 54 21 18



CONDITIONS POUR AVOIR UN COMPTE "TONTINE"

- Pièce d'identité
- Etre majeur non interdit
- Avoir un téléphone portable

NOS AGENCES

LIBREVILLE : Centre ville/ Petit-paris/ Pk8/ Nkembo/ Uob/ Owendo/ Okala/ Lalala/ Nzing Ayong
PROVINCES : Port-Gentil 1 (Centre missy)/ Port-Gentil 2 (Grand Village)/ Mouilla/ Franceville/ Lambaréné/ Moanda/ Oyem

Direction Générale
Avenue de Cointet, Feu tricolore Centre Médico-Social
B.p. 22 408 Libreville - Gabon
Tél : 01 76 04 52
Etablissement de micro finance de 2ème catégorie régi par le règlement N°01/02/CEMAC/UMAC/COBAC RCM N°2004B03852

Vous cherchez à offrir des pièces uniques et faire valoir l'art africain ? Vous trouverez à la Galerie OLIMA

Etre accueillie par Bambi dans sa galerie est simplement un honneur couplé à un immense plaisir.

Par Anne Marie-Jobin



Bambi Tigoe dans sa galerie

Bambi TIGOE est une fervente défenderesse de l'apprentissage parce qu'Elle a appris à travailler le bois et la pierre de **Mbigou** en regardant ses artisans travailler. Sans aucune étude de base mais avec une passion dévorante, elle a évolué, inventé, mis au point des techniques ... Elle monte alors sa galerie OLIMA au cœur de Libreville. Depuis une trentaine d'années, Elle crée ses sculptures d'abord en les dessinant sur le papier puis les réalise en pâte à modeler et les construit, les travaille, les sculpte, les lustre et enfin les expose. Toutes ses œuvres sont réalisées exclusivement avec des bois du Gabon.

Elle est fière d'avoir été la première à travailler le **Ficus**. Elle travaille tous les bois dont l'**Azobé** qui est le bois le plus dur, contrairement à ce que l'on pense, ce n'est pas l'**Ebène** le plus dur. Les traverses de chemins de fer sont en **Azobé** ! Elle s'inspire de l'**ORIGAMI**, c'est un art, c'est du pliage japonais. C'est une méthode qui rend l'objet très anguleux ce qui est idéal pour les sculptures qu'Elle souhaite styliser.

Bambi nous explique que travailler la pierre de **Mbigou** n'est pas particulièrement difficile ni très différent du bois. Elle fait partie de la famille du marbre. Elle est aussi lourde mais n'a pas la dureté du marbre.

Dans sa galerie, elle expose essentiellement ses propres créations et accueille aussi d'autres artistes, notamment des peintres. Un endroit insolite, discret, une très belle galerie ■

SUR NOTRE SITE

www.economie-gabon.com

Flashez ce code avec votre Smartphone pour lire l'article



Riz, blé... Le réchauffement climatique menace la valeur nutritive des récoltes



SERVAIR
GABON TRAITEUR

Tel : +241 01 73 69 51
+241 03 27 01 27
Email : gp.traiteur.ga@servair.ga

Commandez
72h
à l'avance

Livraison sur Libreville OFFERTE

POUR LES FÊTES DE FIN D'ANNÉE, SERVAIR GABON VOUS PROPOSE...



Terroir

Croustillant de brie au bacon et son mesclun de salade
Nage de fruit de mer façon bouillabaisse
Filet de bœuf Wellington sauce au foie gras
Pain perdu aux fruits rouges



Ambassadeur

Symphonie autour du foie gras (crème brûlée, poêlé, terrine)
Filet de saint-pierre, jus safrané et ses pommes fondantes
Pavé de cerf sauce morille, gratin de patate douce
Feuilleté de mangue rôti et sa crème mousseline



Epicurien

Salade de langouste et son coulis de mangue
Saint-Jacques rôti crème aux herbes, billes de légumes vichyssoises
Chapon en deux cuisson sauce forestière
Bûche de Noël aux marrons confits

SERVICE À DOMICILE DISPONIBLE À LA COMMANDE

Le Ministère Fédéral Allemand de la Coopération Economique et du Développement financera à hauteur de 32,9 millions d'euros des projets d'énergie renouvelable en Afrique

Par la rédaction

La Banque allemande de développement, et l'Agence pour l'assurance du commerce en Afrique (ACA) ont annoncé, en marge du sommet African Investment la création d'un nouvel instrument pour soutenir les projets d'énergies renouvelables en Afrique subsaharienne destinés aux projets d'électricité verte de tailles réduite et moyenne (jusqu'à 50 MW).

La facilité a été conçue pour apporter une solution viable à l'un des défis majeurs auxquels sont confrontés les producteurs d'électricité indépendants qui opèrent en Afrique, c'est-à-dire l'exigence de fournir aux prêteurs une garantie de liquidité. Le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement financera la facilité, à travers la KfW, à hauteur de 32,9 millions d'euros. L'objectif est de permettre aux projets d'énergie renouvelable de tailles réduite et moyenne en Afrique, d'atteindre le bouclage financier en satisfaisant aux exigences posées par les prêteurs en matière de liquidité pour financer des projets.

Le lancement de la nouvelle facilité survient à un moment favorable, alors que des marchés émergents attirent des investissements records dans le secteur des énergies renouvelables. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) prévoit une croissance de 73 % (24,4 GW)

de la capacité de l'Afrique subsaharienne en énergies renouvelables d'ici 2022. Par ailleurs, les projets de taille moyenne sont considérés comme une solution potentielle au déficit énergétique dont souffre l'Afrique, car ils sont plus faciles à mettre en œuvre et capables de répondre aux besoins en énergie à la source. Néanmoins, de tels projets butent sur une difficulté majeure : l'accès aux types de garanties nécessaires pour atteindre le bouclage financier. Grâce à cette facilité, des liquidités immédiates seront injectées pour permettre aux PEI de se maintenir à flot en cas de retards de paiement au-delà des délais de grâce accordés dans la convention d'achat d'électricité.

Günther Nooke, représentant personnel de la chancelière allemande pour l'Afrique, BMZ, a déclaré : « La facilité de soutien de liquidité régionale vise à relever un défi clé en matière de financement de projets d'énergie renouvelable et d'atténuation des risques pour les investissements dans le secteur privé. Nous sommes heureux d'assurer le financement de cet instrument innovant qui témoigne de l'engagement de l'Allemagne à soutenir les objectifs de l'Initiative de l'Afrique sur les énergies renouvelables ».

La RLSF est conçue pour aider les producteurs d'électricité indépendants (PEI) à réaliser des projets d'énergie renouvelable en Afrique, grâce à l'obtention des liquidités

nécessaires en cas de retards de paiement de leur acheteur (souvent une entité publique). La facilité fournira une garantie en espèces immédiate étayée par la caution d'une banque commerciale qui ouvrira une lettre de crédit standby au bénéfice du PEI. Le montant consenti permettra au PEI d'opérer et d'honorer la dette pendant une période pouvant aller jusqu'à 6 mois. De plus, contrairement à la plupart des lettres de crédit pour les PEI (dont les échéances sont généralement fixées à 12 mois), la facilité est conçue pour rester en place plusieurs années

M. Thomas Duve, directeur de la KfW pour l'Afrique australe et les fonds régionaux, a déclaré : « Nous sommes très heureux de collaborer avec l'ACA sur cet instrument innovant. La RLSF est un concept solide axé sur le marché qui va dans le sens de la stratégie de la KfW, visant à soutenir et à exploiter les ressources des partenaires locaux et du secteur privé ».

La facilité, associée à la gamme traditionnelle de l'ACA de produits d'assurance contre les risques commerciaux et politiques (en particulier la décision arbitrale de l'ACA sur la couverture de défaut), dote cette entité de la capacité de couvrir l'ensemble des risques financiers et politiques auxquels font face les investisseurs dans le cadre de tels projets.

Lors du lancement, John Lentaingne, directeur



de la souscription de l'ACA, a affirmé : « Nous sommes très heureux de travailler avec le gouvernement allemand, représenté par la KfW, sur une initiative qui cible directement l'un des principaux obstacles au financement de projets d'énergie verte en Afrique ».

Jef Vincent, conseiller principal auprès de l'ACA, en charge de la mise en œuvre initiale de la facilité, a ajouté : « Contrairement à certaines solutions alternatives au problème de la liquidité, la garantie de l'ACA (fournie à travers la RLSF) n'exigera pas une contre-garantie de la part du ministère des Finances compétent. Nous sommes donc convaincus de l'utilité de cet outil pour les projets que nous comptons soutenir » ■

Source : APO Group pour African Trade Insurance Agency (ATI).

Un des objectifs de la COP 23 : préserver les forêts d'Afrique centrale

“En organisant plus efficacement l'utilisation de notre territoire, nous nous inscrivons dans une démarche d'anticipation et de prévision pour les générations actuelles et futures de notre pays” ...

Par la rédaction

À l'invitation du ministre d'État français, ministre de la Transition écologique et solidaire, M. Nicolas Hulot, le Secrétaire général de la Présidence de la République, le Pr. Guy Rossatanga Rignault, a pris part le 16 novembre à Bonn, à un événement ministériel sur l'Initiative pour la forêt de l'Afrique centrale (CAFI) organisé en marge de la 23^e Conférence des Parties (COP) à la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique (CCUNCC). Au cours de son allocution, le Pr. Guy Rossatanga Rignault a réitéré l'engagement du Gabon à atteindre les objectifs fixés dans l'accord de Paris et a rappelé les points inscrits dans le cadre national d'investissement validé et approuvé cinq mois plus



Forêt d'Afrique Centrale

tôt par le Conseil d'administration CAFI. Un accord de financement de 18 millions de dollars avait alors été conclu

afin de valoriser et de préserver nos forêts. Rappelons que le cadre d'investissement du Gabon porte essentiellement

sur la réalisation du Plan national d'affectation des terres (PNAT) qui constitue l'une des priorités du Gouvernement, et sur la mise en place d'un système national d'observation des ressources naturelles et des forêts (SNORNF) s'appuyant notamment sur l'Agence gabonaise d'études et d'observations spatiales (AGEOS). « En organisant plus efficacement l'utilisation de notre territoire, nous nous inscrivons dans une démarche d'anticipation et de prévision pour les générations actuelles et futures de notre pays », a déclaré le Secrétaire général de la Présidence de la République. Organisée dans le pavillon français de la COP 23, cette réunion ministérielle marquait également le début de la présidence française du Conseil d'administration de CAFI. L'Initiative pour la forêt de l'Afrique centrale (CAFI) est un partenariat qui rassemble différents pays d'Afrique centrale (le Gabon, la République centrafricaine (RCA), la République démocratique du

Congo (RDC), le Cameroun, la République du Congo, et la Guinée équatoriale) et des donateurs (l'Allemagne, la France, la Norvège, le Royaume-Uni, l'Union européenne et le Brésil). L'objectif de ce partenariat étant de préserver les forêts d'Afrique centrale afin de lutter contre les changements climatiques et contribuer au développement durable ■

SUR NOTRE SITE

www.economie-gabon.com

Flashez ce code avec votre Smartphone pour lire l'article



Valorisation des carrières relatives aux TIC auprès des jeunes filles scolarisées



REJOIGNEZ LE RÉSEAU DU HAUT DÉBIT



L'avenir vous appartient



FTTH



ADSL

4G+

PömlZ

PömlZ



www.gabontelecom.ga / Infoline : 222

Canalbox de GVA Gabon, c'est 50 Mbps Une puissance INTERNET vérifiable

Par la rédaction

Avec la Fibre optique, CANALBOX propose une technologie accessible et sûre pour une expérience internet hors du commun. L'internet puissance CANAL permet de profiter d'une connexion de 50 Mbps à un prix enfin accessible pour le plus grand nombre.

Réalisée par les équipes CANALBOX, l'installation au domicile du client, est gratuite. Les abonnés profiteront de la qualité du service de CANAL+ grâce à son réseau de points de vente et de réabonnement, et à son centre de relations client.

À la maison, plusieurs personnes pourront se connecter en simultané avec un confort exceptionnel sur tous les écrans – télévisions en haute définition, tablettes, smartphones, ordinateurs, consoles de jeux. Elles pourront télécharger des films et des séries, partager des photos et vidéos avec des amis en un instant, communiquer en visio-conférence en toute facilité, regarder leurs programmes préférés en direct ou à la demande sur MyCanal. Vous l'aurez compris, CANALBOX, c'est Canal + Service +.

Tout ceci est désormais rendu possible grâce à la technologie utilisée par GVA, le FTTH – Fiber To The Home, qui raccorde la fibre optique directement jusqu'au domicile du client. Cette technologie d'accès est la plus innovante et la plus fiable qui existe aujourd'hui. La fibre optique



de GVA est capable d'acheminer des débits considérables, au moins 30 fois plus rapides que le réseau actuel en cuivre (technologie ADSL), pour recevoir des informations comme pour en envoyer. Elle permet donc de découvrir une toute nouvelle expérience de l'Internet en donnant accès de manière simple à des usages jusqu'à présent limités et compliqués.

CANALBOX, c'est une offre simple, unique, conçue pour toute la famille. Le débit de 50Mbps est dimensionné pour permettre un usage familial.

Une expérience client inégalable et un parcours client fluidifié constituent l'engagement que s'est fixé CANALBOX pour révolutionner le secteur de l'Internet au Gabon.

Mamadou MBENGUE Directeur Général de GVA GABON déclare : *«Nous avons la conviction qu'une expérience client efficace passe par la possibilité d'échanger avec son opérateur. De multiples points de contact sont à la disposition de nos abonnés afin de les accompagner, au quotidien. Avec CANALBOX, les Internautes peuvent compter sur une assistance dévouée et réactive. Une meilleure expérience client, c'est aussi disposer de la bonne information au bon moment. Connaître la date de son installation, savoir où et comment se réabonner... tous ces critères sont les services + de Canal»* ■

Le Gabon, dans le Top 15 de l'Indice de développement des TIC en 2017.

Au classement 2017 des pays de l'Indice de développement des technologies de l'information et de la communication (TIC) établi par l'Union internationale des télécommunications (UIT), le Gabon apparaît parmi les 10 premiers du Top 15 africain.

Par la rédaction

Selon l'UIT, le développement des TIC ne cesse de croître au Gabon. Dans son rapport «Mesurer la société de l'information» rendu public le 15 novembre à Genève, en Suisse, l'organisation classe le pays dans son Top 15 des meilleurs exemples du continent dans le domaine.

Sur 176 pays pris en compte dans l'étude, le Gabon occupe le 114° rang mondial en 2017, alors qu'il était classé 118° l'année précédente. Le pays occupe ainsi le leadership de la sous-région de l'Afrique centrale, en se classant 6° devant le Cameroun 18°, la Guinée Equatoriale (27°), la RDC (33°), le Tchad et la RCA (36°).

«Le rapport de cette année montre que les TIC peuvent rendre le monde meilleur et apporter une immense contribution à la réalisation des objectifs de développement durable», a déclaré Houlin Zhao. «Toutefois, même si globalement des progrès ont été accomplis, la fracture numérique demeure un problème auquel il faut trouver une solution, d'autant que les technologies de l'information et de la communication et l'économie numérique peuvent transformer la vie de milliards d'hommes, de femmes et d'enfants. La révolution numérique peut, certes transformer les nations – voire des continents tout entiers – mais cela ne sera possible que si les ressources numériques

sont accessibles. Ce rapport vise précisément à aider les pays à agir en ce sens», a ajouté le secrétaire général de l'UIT.

Brahima Sanou, directeur du Bureau de développement des télécommunications de l'UIT, a quant à lui espéré que «ce rapport sera d'une aide précieuse pour les membres de l'UIT, en particulier les décideurs, les entreprises du secteur des TIC et les autres parties prenantes qui s'emploient à créer une société de l'information mondiale inclusive».

Pour le principal auteur du rapport, «si l'on veut exploiter pleinement les avantages socio-économiques de la révolution numérique, il faudra disposer d'infrastructures physiques et de services efficaces et financièrement accessibles, de compétences plus pointues pour les utilisateurs, de critères de référence et d'indicateurs comparables au niveau international, afin d'appuyer l'élaboration de politiques publiques propices» ■



SAAS & SAGE

vous accueillerez le 5 décembre pour une journée portes ouvertes de 08h30 à 16h30 à l'HOTEL HIBISCUS LOUIS à Libreville. Nous y présenterons les nouvelles versions SAGE 100 CONNECT ainsi que l'impact du SYSCOHA-DA REVISE dans les logiciels de gestion. Nous profiterons de cette occasion pour vous présenter également un système de pointage biométrique en liaison avec la SAGE PAYE & RH. Les pauses café et déjeuner vous seront gracieusement offertes (Renseignements et inscriptions 01451950 / 05398585 et/ou saasgabon@saasgabon.com)

Les lauréats de la deuxième édition des Corporate Awards sont maintenant connus

Après un énorme succès au Cameroun, FabAfriq PR a organisé la deuxième édition des Corporate Awards, à l'hôtel Radisson Blu Okoumé Palace, Libreville, Gabon. Cet événement phare a débuté le 25 novembre 2017 avec le Sommet des Femmes Leaders en Entreprise, suivi de la cérémonie de remise des Corporate Awards qui récompensait les entreprises ayant les meilleures pratiques en ressources humaines. Lors de cette cérémonie, FabAfriq a annoncé les gagnants du vote en ligne, et les gagnants de l'évaluation par des chercheurs.

Parmi les grandes entreprises présentes au Gabon ayant participé, figurent : Radisson Blu Okoumé Palace, Sunu Assurances, Ecobank, Orabank, Nestlé, Addax Petroleum, Airtel, UBA, Gabon Télécom, Sigalli, Olam, etc.

Onze sociétés implantées au Gabon ont été récompensées de leurs efforts pour avoir amélioré et mis sur pied de bonnes pratiques RH. Les lauréats ont été sélectionnés en fonction du vote en ligne par le public et de l'évaluation de recherche effectuée par l'Université de Buea au Cameroun et l'Université de Coventry au Royaume-Uni. L'occasion a été donnée au public de faire le choix de la meilleure entreprise dans les catégories suivantes : service à la clientèle, responsabilité sociale de l'entreprise, employeur de choix et innovation.

LAURÉATS DES CATÉGORIES DE VOTE EN LIGNE (CHOIX DU PUBLIC)

- Responsabilité sociale des entreprises : Nestlé
- Service Clients : Airtel
- Employeur de choix: Olam
- Innovation: Vocal Centre

LAURÉATS SUR LA BASE DE RECHERCHE INTERNE

- Service Clients: Airtel
- Investissement sur le personnel: Sigalli
- Responsabilité sociale des entreprises: Sobraga
- Egalité des chances: Sigalli
- Innovation: Canal +
- Employeur de choix: Olam

Sunu Assurances a été reconnue en tant qu'agent de changement pour ses activités d'innovation dans la sphère entrepreneuriale gabonaise. Cet événement d'envergure a accueilli plus de 200 invités de marque venus du Gabon et du Cameroun. Le succès de cet événement est attribué à M. Perrial Nyodog, Président du Conseil d'administration des Corporate Awards et Directeur Général de Tradex Cameroun, ainsi qu'aux autres membres du conseil d'administration qui ont fait un travail remarquable en soutenant une telle initiative.

Rendez-vous pour la prochaine édition des Corporate Awards prévue en 2018 au Cameroun. Les entreprises qui souhaitent participer disposent de suffisamment de temps pour réajuster leurs politiques RH. Ce sera l'occasion de partager l'histoire de leur entreprise au niveau international en tant qu'employeur de choix.

ASSOCIATION DE KINGUELÉ

BOXING CLUB LA MANO KING FULL OMNISPORTS

«*Quand tu ne sais pas où tu vas, rappelle-toi d'où tu viens*»! Jean, Fred et les autres mettent en application ce proverbe dans le Club de la Mano à Kinguelé

Par Anne Marie-Jobin

C'est à l'initiative de Jean DJEMBI, au fin fond de Kinguelé, dans les quartiers dits malfamés où ils ont grandi que des hommes concernés par les conditions de vie de certains jeunes garçons s'engagent depuis 2003, en qualité de bénévoles et les entraînent à des sports de combat : kink boxing et full contact.

Si ces formateurs sont concernés c'est parce qu'ils se rappellent d'où ils viennent. Ils ont eux-mêmes vécu ce difficile parcours et ils s'en sont sortis grâce à ce sport qui les a amenés à se défouler, à connaître leur corps, à le respecter et à s'en servir comme bouclier. Certains ont été sélectionnés pour participer à des compétitions à l'étranger. Ils savent que ces jeunes sont en quête de reconnaissance, que leur notion des valeurs est bafouée à cause d'un manque de suivi éducatif et d'un cadre familial structuré.

La plupart sont scolarisés à l'école publique de Kinguelé et d'autres qui trainent dans les rues sont invités à rejoindre ce groupe composé aujourd'hui de 60 garçons et 8 filles. Ils peuvent venir au club dès l'âge de 10 ans.

À présent, outre les coaches, bon nombre d'entre eux sont titrés. 26 champions nationaux, 17 internationaux 4 champions d'Afrique 1 champion du monde amateur et

un médaillé de bronze au championnat du monde du Brésil.

Les équipements dont ils disposent sont réduits : 4 sacs de frappe qu'ils partagent, des

gants et quelques casques, des protèges-tibias, des paos et des pattes d'ours...

Pas de tapis de protection, ils s'entraînent chaque jour dans la cour à même le sol. De telles initiatives sont à souligner. **Economie Gabon** + a souhaité les féliciter et les encourager. Cet exemple nous permet de parler en d'autres termes de Kinguelé. Si vous souhaitez les soutenir, vous pouvez les contacter sur place où écrire au journal et nous ferons suivre ■



Jean Djembi, initiateur



Minute de silence avant l'entraînement

Zoom sur images



Séance d'entraînement



Les enfants se familiarisent avec les sacs de frappe



Échauffement dans la cour de l'école



Les enfants et un de leur idole, champion d'Afrique

CONSO
& SANTEL'institut Nestlé Nutrition Afrique permet
la formation en nutrition pédiatrique de 35
professionnels de la Santé

Le 23 novembre à Libreville s'est tenu un symposium scientifique pendant le 7^e congrès de la société gabonaise de pédiatrie (SOGAPED) pour clôturer la formation de 35 professionnels de la santé gabonaise au programme post universitaire en nutrition pédiatrique de la prestigieuse Ecole de Médecine de l'Université de Boston, aux Etats Unis. Ils font partie de 650 professionnels formés à travers l'Afrique Centrale et de l'Ouest. Sous le thème « les maladies transmissibles de l'enfant », Nestlé Nutrition était présent sur un stand où la communication était axée sur la Nutrition pendant les 1000 premiers jours de vie et son impact sur la santé à long terme chez le nourrisson. La cérémonie de remise des diplômes s'est déroulée en présence des représentants du Ministère de la Santé publique.

Cette formation en ligne, financée par l'Institut Nestlé Nutrition Afrique, a pour vocation d'améliorer les connaissances et les compétences des professionnels de la santé dans le domaine de la nutrition. Ainsi, des médecins pédiatres et des médecins généralistes en service au Gabon ont été formés sur le rôle de la nutrition dans la croissance optimale et l'immunité, la gestion de la diversification alimentaire, les déficiences en micronutriments, la gestion nutritionnelle de la diarrhée chez les enfants et l'obésité pédiatrique. Il est prévu de restituer ces enseignements auprès de plus de 3000 professionnels supplémentaires de la santé infantile sur les trois prochaines années.

L'objectif de cette formation est d'outiller les médecins pour qu'ils puissent mieux conseiller les parents sur les pratiques et comportements alimentaires à adopter pour répondre aux besoins nutritionnels spécifiques de l'enfant. Elle doit permettre d'améliorer les indicateurs liés à la nutrition et à la santé dans le pays. Au Gabon, le statut nutritionnel des populations en général, et des enfants en particulier, reste préoccupant. Selon les chiffres officiels, 17% des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition chronique. Le niveau de retard de croissance augmentent rapidement avec l'âge : 9% chez les enfants de moins de 9 mois, il passe à 14% chez ceux de 9 - 11 mois, puis continue d'augmenter pour atteindre un maximum de 24% parmi les jeunes de 18 - 23 ans.

« Cette formation était très intéressante sur le plan théorique car elle nous a permis d'enrichir la prise en charge des enfants sur le plan pratique » a déclaré Docteur Moutsinga Armelle, Pédiatre à l'hôpital d'Instruction des Armées. « En effet, la nutrition pédiatrique joue un rôle important dans le traitement préventif et curatif de certaines maladies et le programme a permis de remplir cet objectif », a-t-elle rajouté.

« A travers ce programme, l'institut veut contribuer à renforcer la formation en nutrition pédiatrique et doter le système médical en compétences efficaces dans ce domaine » a déclaré Abdoulaye Diongue, Directeur Général de Nestlé Gabon. « Il s'inscrit en droite ligne avec notre ambition de permettre aux individus et familles de vivre une vie saine et plus heureuse, notamment en aidant plus de 50 millions d'enfants à vivre en meilleure santé d'ici 2030 », a-t-il ajouté. L'institut Nestlé Nutrition Afrique est une organisation à but non lucratif qui apporte un appui aux professionnels de la santé à travers différents programmes de renforcement des capacités en matière de santé et de connaissances en nutrition. Il met à la disposition des scientifiques, chercheurs et autres parties prenantes des informations actuelles sur la nutrition et les troubles d'origine nutritionnelle pour permettre d'améliorer les soins aux patients et les connaissances sur la base des progrès médicaux et scientifiques les plus récents.

flyafrijet.online

PROGRAMME DES VOLS DU 29 OCTOBRE 2017 AU 24 MARS 2018

Au départ de Libreville vers...	Jour	Départ	Arrivée
Brazzaville (via Franceville)	L - M - - - -	10H00	12H30
Franceville	L - M J - - - - - - - V - D	10H00 13H00	11H30 14H30
Pointe-Noire	- M - J - - - - - - - - D	10H15 20H00	12H30 22H15
Port - Gentil	L M M J V S - L - M J - - - - - - - V - - L M M - - - D L M M J V S D	07H30 17h00 18h00 20H15 20H30	08H05 17h35 18h35 20H50 21H05
Sao Tomé	- - - J - - - - - - - - D	18H00 15H15	17H55 15H10

Au départ de Port - Gentil vers...	Jour	Départ	Arrivée
Libreville	L M M J V S - - M - J - - - L - M J - - - L M M J V S D - - - - V - - L M M - - - D	08H30 16H45 18h15 18H45 19H15 21H15	09H05 17H20 18h50 19H20 19H50 21H50

Au départ de Pointe Noire vers...	Jour	Départ	Arrivée
Libreville (via Port-Gentil)	- M - J - - - L - - - - -	14H45 09H15	17H20 11H30

Au départ de Brazzaville vers...	Jour	Départ	Arrivée
Libreville (via Franceville)	L - M - - - -	13H45	16H15

Au départ de Franceville vers...	Jour	Départ	Arrivée
Libreville	- - - J - - - L - M - - - - - - - - V - D	12H15 14H45 15H15	13H45 16H15 16H45

Au départ de Sao Tomé vers...	Jour	Départ	Arrivée
Libreville	- - - J - - - - - - - - D	18H40 15H55	20H35 17H50

Avec connections possibles entre Port-Gentil, Franceville, Brazzaville, Pointe Noire et Sao Tomé

Réservation en ligne : Flyafrijet.online ou en agence de voyage

Hotline LBV : (+241) 07 56 03 03 ou (+241) 02 01 17 17

Hotline POG : (+241) 02 03 32 01

Hotline FCV : (+241) 02 00 90 01, Hotline Moanda : (+241) 02 29 93 93

Tout pour
la fête !

Vous recherchez de la vaisselle, des emballages, de la décoration pour vos événements ?
Le tout jetable, chic et pas cher ??? Des cadeaux à thèmes ? Des déguisements ?
EVEN'JET by Coco est à votre service pour vous accompagner dans l'organisation
de vos événements quels qu'ils soient, pour enfants et adultes.

Nous disposons également d'une station de gonflage d'hélium avec un
large choix de ballons et vous proposons de la location
de matériel pour animer toutes vos manifestations !



Montagne Sainte

03 22 38 38

eventjetbycoco@hotmail.com

07 00 38 38

eventjetbycoco

eventjetbycoco_lbv



A STAR ALLIANCE MEMBER



20
YEARS

LA TURQUIE EST BELLE EN TOUTES SAISONS. MAIS L'HIVER RESTE EXCEPTIONNEL.

La Turquie est une destination privilégiée pour découvrir les nuances de l'hiver. Voyagez vers la Turquie cet hiver et dégustez un thé à Istanbul. Profitez de la nature luxuriante de la mer Noire ou réveillez-vous dans un lieu féérique en Cappadoce. Il reste tant de villes en Turquie à découvrir qui vous laisseront des souvenirs inoubliables.

Karagöl, Artvin

LBVSALES@THY.COM | 01 76 35 35
TURKISHAIRLINES.COM

WIDEN YOUR
W O R L D

TURKISH
AIRLINES



10 000 FCFA
LE DÉCODEUR
AU LIEU DE ~~15 000 FCFA~~

DÈS LA FORMULE EVASION +



ET TOUTES LES CHAÎNES OFFERTES PENDANT 14 JOURS**
PROFITEZ-EN VITE



86 00

(COUT D'UNE COMMUNICATION LOCALE
SELON VOTRE OPERATEUR FIXE OU MOBILE)

*Tarif TTC en vigueur du 27/11/2017 au 24/12/2017 pour tout nouvel abonnement à l'une des formules suivantes : EVASION+ ou TOUT CANAL+, lié à l'achat d'un décodeur numérique CANAL+. Décodeur à 30 000 FCFA pour les autres formules. La parabole est offerte. Hors frais d'installation et accessoires. Prix maximum conseillé. Voir tarifs et conditions de l'offre auprès de votre Distributeur Agréé.
**Offre valable du 27/11/2017 au 31/12/2017 pour tout abonnement à l'une des formules suivantes : ACCESS, ACCESS+, LES CHAINES CANAL+, EVASION, EVASION+. Bénéficiez pendant deux semaines de la formule TOUT CANAL+. Voir tarifs et conditions de l'offre chez votre Distributeur Agréé ou sur canalplus-afrique.com. Offre uniquement valable en cas de maintien à la formule d'abonnement ou de passage à l'une des formules supérieures.

LES BOUQUETS
CANAL+